

# La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM !...

vendredi 8 septembre 1922

## Sommaire :

Un grand exemple

de fraternité universelle

L'université flamande

Le congrès des catholiques allemands

Hector Hoornaert

Cardinal Mercier

Abbé R.G. van den Hout

Louis Gille

Firmin van den Bosch

Les idées et les faits : Chronique des idées : Les deux derniers volumes d'Anatole France, chan. P. Halfants. — Einstein et le sens commun, V. — La Mission sociale de l'État, Georges Legrand. — France. — Allemagne, L. G. — Angleterre.

## La Semaine

☛ A Liège, Congrès des instituteurs chrétiens, à Bruxelles, Congrès des instituteurs neutres. Les premiers ont proclamé que la morale neutre, laïque et indépendante est inacceptable par les catholiques ; les seconds qu'il fallait supprimer les subsides aux écoles adoptés ou adoptables, et, en attendant, veiller à une stricte neutralité dans l'enseignement communal. Voilà le fond de la question scolaire. On peut pour des raisons d'opportunité renoncer momentanément à la lutte, l'opposition radicale des deux thèses en présence subsistera tant qu'il restera des catholiques en Belgique.

Soulignons la belle réussite du Congrès de Liège, où Flamands et Wallons ont communiqué au même idéal.

☛ La Belgique accepte de l'Allemagne, pour ce que le Reich devait lui payer cette année, des traites à six mois, mais « garanties ». Nos délégués sont à Berlin pour discuter ces garanties. On peut se demander — si ces garanties existent — pourquoi l'Allemagne n'a pas songé à les « monnayer » pour faire face à ses engagements et honorer sa signature.

☛ Scène nouvelle dans l'imbroglio oriental : victoire française, défaite anglaise... pardon, triomphe turc et débâcle grecque !

Que la « fille aînée de l'Eglise » soit obligée, pour faire pièce à la politique anglaise, de soutenir l'Islam massacreur des chrétiens, rien peut-il mieux montrer le désarroi de la politique contemporaine et combien les conflits nationalistes sont étrangers aux intérêts supérieurs de la civilisation.

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique.

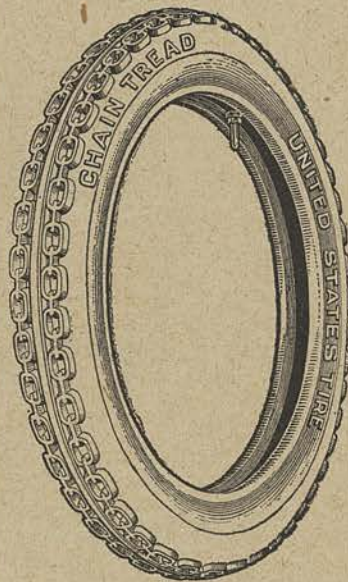


**LAMPÉ  
FANAL**  
TRIOMPHE DE L'INDUSTRIE NATIONALE

EN VENTE CHEZ TOUS LES BONS ÉLECTRICIENS

GROS: 30, RUE DU MARCHÉ-AUX-POULETS,  
BRUXELLES. TÉL.: BR. 191.03

Quoique les Pneus  
" **UNITED STATES** "



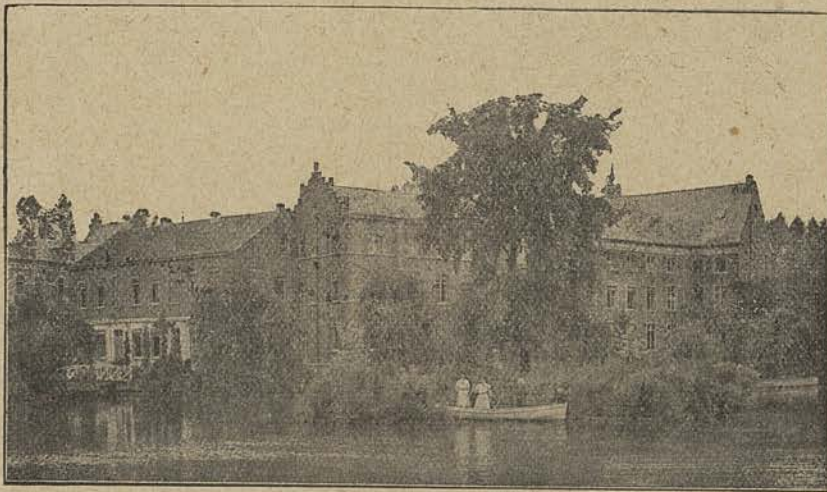
soient vendus à des prix  
INFÉRIEURS  
à ceux de la concurrence,  
ils vous donneront un  
rendement kilométrique  
SUPÉRIEUR  
à toute autre marque  
sur le marché

DANS TOUS LES  
BONS GARAGES.

AGENCE GÉNÉRALE :

**R. S. Stokvis & Fils, S. A**  
141, Rue Royale, BRUXELLES

## Institut S<sup>TE</sup>-ANNE



DIRIGÉ PAR LES

**SŒURS DE L'UNION AU SACRÉ-CŒUR**

*situé dans un coin du pays brabançon*

à **HOEGAERDE (près Tirlemont)**

*au sein d'un vallon choyé par la nature*

*entouré d'un parc de 7 hectares*

SECTION MÉNAGÈRE SUPÉRIEURE

SECTION DES LANGUES MODERNES

Chaque élève jouit d'une chambre garnie

**Prix de la Pension : 1500 francs**

## Comptoir Paligot

SOCIÉTÉ ANONYME

**Capital : 5 millions**

27-29, rue des Paroissiens BRUXELLES (Ste Gudule)

- *Ordres de Bourse* -

*Renseignements Financiers*

*Encaissement de Coupons*

- *Vérifications de Tirages* -

Envoi sur demande, pendant un mois, à titre  
d'essai, de son organe hebdomadaire *Les notes et*  
*Informations* dont le service est fait gratuitement à la  
clientèle.

## Crédit Général Liégeois

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : 60.000.000 Réserves : 17.000.000

*Siège Social* : LIÈGE, rue Georges Clémenceau, 5

*Succursale* : BRUXELLES, rue Royale, 68  
rue des Colonies, 35

*Agences* : ANVERS, avenue de France, 119  
BRUGES, rue Nicolas Despars, 11  
CHARLEROI, Quai de Brabant, 16  
COURTRAI, rue de Tournai, 30  
MONS, rue de la Station, 16  
OSTENDE, Square Marie-José, 1  
ROULERS, place Saint-Amand, 29

*Bureaux* : BRUXELLES-MARITIME,  
place Saintelette, 30  
VILVORDE, rue de Louvain, 18  
FOSSÉS — GHISTELLES — PONT  
A CELLES — SPRIMONT — THOU-  
ROUT - FRAMERIES - LENS s/DENDRE

*Filiales* : CRÉDIT GÉNÉRAL LIÉGEOIS, A. G. Edel-  
strasse, 5, à Aix la-Chapelle.

BANQUE D'EUPEN ET DE MALMÉDY,  
à Eupen et Malmédy.

*Escompte de valeurs commerciales — Ouvertures de Crédit —  
Comptes de dépôts — Avances sur titres — Lettres de crédit  
et chèques sur les principales villes belges et étrangères*

*Encaissement de coupons — Ordres de Bourse — Dépôts de titres  
— Vérification des tirages à la demande des Clients —  
Souscriptions aux emprunts d'Etat, de villes, de sociétés, etc.*

LOCATION DE COFFRES-FORTS

CREDIT A L'EXPORTATION ET A L'IMPORTATION

## A LA VIERGE NOIRE Bruxelles

Coin des rues Ste-Cathérine et de la Vierge Noire

CHOIX INCOMPARABLE  
DE

### Vêtements pour Hommes et Enfants

COUPE IRREPROCHABLE

### PRIX MODÉRÉS

Rayon spécial de Vêtements sur mesure  
VÊTEMENTS DE TRAVAIL, COLLÈGES, PENSIONS,  
ADMINISTRATIONS  
LIVRÉES

Succursales à ANVERS, TOURNAI et CHARLEROI

# PALAIS DE LA MODE

HABILLE LE MIEUX

TÉL. 2829

24, RUE DE LA VIERGE NOIRE, 24, BRUXELLES

LE PLUS BEAU CHOIX DE VÊTEMENTS CONFECTIONNÉS ET SUR MESURE

## Chocolat

# MARTOUGIN

le meilleur !

# VERITAS

Librairie Universelle Catholique



**Rayons :** LITTÉRATURE FLAMANDE, FRANÇAISE, ANGLAISE, ITALIENNE, ESPAGNOLE. — ASCÉTIQUE, APOLOGÉTIQUE, PHILOSOPHIE, MORALE, THÉOLOGIE — ARTS, SCIENCES, TECHNIQUE, SPORT, AGRICULTURE. — LIVRES CLASSIQUES, CODES. — ABONNEMENTS POUR TOUS PAYS.

TÉLÉPHONE 4171

21, RUE DES TANNEURS, 21, ANVERS

## Articles mis en vente

PAR LE

DEPOT GENERAL DES PRODUITS LIEBIG

SOCIÉTÉ ANONYME

19, Longue Rue des Claires, Anvers

Extrait de viande — Bouillon OXO, liquide  
Bouillon OXO en cubes — Sel de Céleri OXO  
Corned Beef et Paté de Viande «FRAY BENTOS»

**GRAISSE DE BŒUF RAFFINÉE**

*EAU DE COLOGNE  
IMPERIALE*



**J.C. BOLDOOT  
BRUXELLES**

PARFUMERIE

SAVONNERIE

**J. C. Boldoot**

BRUXELLES

Avenue de la Reine

217-219-221

Tél. B. 163.29

Achetez encore  
aujourd'hui  
et vous serez surpris!

# Grande Maison de Blanc

LA PLUS IMPORTANTE DE L'EUROPE

Rue du Marché-aux-Poulets, Bruxelles



LINGERIE - DÉSHABILLÉS - DENTELLES  
- LINGE DE TABLE ET DE MAISON -  
SPÉCIALITÉ DE TROUSSEAUX & LAYETTES  
- TOILETTES DE VILLE ET DE SOIRÉE -  
- BLOUSES - PEIGNOIRS - PYJAMAS -  
CHOIX CONSIDÉRABLE DE SOIERIES  
ET DE LAINAGES  
BONNETERIE DE VILLE ET DE SPORT  
GANTERIE - PARFUMERIE - MERCERIE  
NAPPERONS - BRODERIES & DENTELLES  
- TISSUS D'AMEUBLEMENT - Rideaux -  
STORES - LITIERES - COUVERTURES  
COUVRE-LITS

LA LINGERIE

DE

LA GRANDE MAISON DE BLANC  
JOINT LE FINI  
A L'ÉLÉGANCE

FIN SEPTEMBRE inauguration d'un  
rayon très important de Manteaux et Fourrures

Tout achat est expédié franco  
dans toute la Belgique

# Un grand exemple de fraternité universelle

Cet exemple auquel l'en-tête de notre Pastorale fait allusion, c'est notre Pape bien-aimé, Pie XI, qui nous le donne.

Déjà, il vous en souvient, dans un document d'une éloquence prenante, du 5 août 1921, Benoît XV avait élevé la voix en faveur des affamés de Russie. « A en juger, disait-il, par les premières informations qui nous parviennent, nous nous trouvons en face d'une des plus épouvantables catastrophes qu'ait enregistrées l'histoire... Du bassin du Volga, des millions et des millions d'hommes voient venir à eux une mort terrible et appellent le secours de l'humanité.

» Il s'agit de sauver un peuple déjà très éprouvé par le fléau de la guerre ; d'un peuple qui porte au front le caractère du Christ et veut toujours, avec une volonté tenace, appartenir à la grande famille du Christ. Bien que séparé de nous depuis des siècles, il n'en est pas moins d'autant plus proche de notre cœur paternel qu'il est plus malheureux.

» L'immensité de la ruine est telle, qu'il est du devoir de tous les peuples de s'unir pour y remédier... Notre appel s'adresse avant tout aux peuples chrétiens, instruits de l'infinie charité du Dieu Rédempteur qui a donné son sang pour nous rendre tous frères. Mais il s'adresse aussi aux autres peuples civilisés, parce que tout homme digne de ce nom doit se sentir le devoir d'accourir là où meurt un autre homme » (1).

⚔ Dès avant son élévation au Souverain Pontificat, Mgr Ratti, envoyé du Saint-Siège à Varsovie, avait suivi de près la révolution déchaînée par le socialisme bolchéviste ; il avait entrevu le chaos où devait s'abîmer la malheureuse Russie. Depuis 1917, quatre années passèrent, quatre années de dilapidations, de dictature violente, de persécution politique et religieuse. Au début, l'armée révolutionnaire et le peuple vécurent des richesses accumulées par les générations antérieures ; mais, depuis une année, ces réserves sont épuisées ; les réquisitions et les perquisitions ont étouffé les initiatives ; l'agriculture est réduite de moitié, l'industrie est quasi ruinée ; les transports aux trois quarts arrêtés ; le commerce et le crédit anéantis.

⚔ Depuis une année, par milliers et par millions, des hommes, des femmes, des enfants traînent dans les steppes leurs corps décharnés, jonchent de leurs squelettes leurs villages déserts. Des témoins oculaires, absolument dignes de foi, nous rapportent que la rencontre de cadavres ou de mourants sur la voie publique n'émeut plus personne. Nul ne se détourne de sa voie pour aider et compatir, tant est profonde la dépression générale. Pis encore : les repas de chair humaine sont loin d'être rares (2).

(1) Acta Apostolicae Sedis, 1<sup>a</sup>, 7<sup>bis</sup>, 1921.

(2) Il nous en coûte de nous appesantir sur les horreurs de l'anthropophagie. La hideur du spectacle le rend invraisemblable. Cependant, il n'est que trop réel. Un ravitailleur suédois, philanthrope autorisé par son Gouvernement, mit sous mes yeux la photographie des corps dépecés d'enfants ; des membres, jetés dans une marmite, en ressortaient ; je les ai vus, de mes yeux, vus ; des convives hébétés guettaient leur part du repas.

Les *Etudes* du 20 juin 1922, contiennent un article intitulé : « Le malheur russe : sous le joug des Soviets. La famine ». Je connais personnellement l'auteur de l'article, je sais qui l'a documenté ; je suis en mesure d'affirmer que les dépositions des témoins sont au-dessus de tout soupçon. Or, voici, entre autres choses, ce qu'il écrit :

« Quand le pain, si horrible soit-il, fait défaut, il faut chercher autre chose, car la faim ne cède pas. Il n'y a guère de choix : chair humaine, ou boue des routes, voilà tout ce qui reste.

» La boue des routes apaise, un moment, les crispations de la faim. Mais elle ne nourrit pas, elle prépare la décomposition des intestins.

» Il reste la chair humaine. Quand il y a des morts sur toutes les routes ; quand, chaque nuit, les familles jettent sur la rue des centaines de mourants pour ne pas voir les horreurs de leurs dernières crises,

Dans tous les domaines, la liberté est étouffée : le travail, réglementé par l'Etat, revêt la forme d'un servage cruel ; la presse est censurée ; aucun groupement politique autre que le parti communiste n'est toléré ; les associations, même purement économiques, telles que les sociétés coopératives, sont persécutées ; le domicile est violé ; sur la dénonciation d'un subalterne, tout citoyen est journellement exposé à être arrêté, emprisonné, condamné.

Dans plusieurs localités, des enfants en bas âge sont arrachés à leurs parents, réunis pêle-mêle, garçonnets et fillettes, dans des internats, où ils subissent l'empreinte malsaine des passions communistes ; jeunes gens et jeunes filles, mélangés dans des lycées, apprennent à braver l'autorité et la pudeur.

Il est vrai que, de plus en plus, les écoles se vident, faute d'instituteurs et d'institutrices, faute de chauffage.

L'article 161 du nouveau Code criminel approuvé par le Comité exécutif de toutes les Russies, stipule que « toute personne qui donnera, dans les établissements d'instruction, privés ou publics, une instruction religieuse aux enfants et aux jeunes gens avant l'âge de leur majorité, sera passible d'une peine d'une année de travaux forcés ». L'enseignement de la morale est interdit.

Le chiffre des victimes de la famine s'élève aujourd'hui à plus de vingt millions.

La statistique des victimes de la persécution est effrayante. Depuis novembre 1917, 260.000 simples soldats prisonniers et 54.000 officiers ; 18.000 propriétaires fonciers, 355.000 intellectuels ; 192.000 ouvriers ; 815.000 paysans ; 28 évêques et 1215 prêtres furent mis à mort.

A ce dernier chiffre il faut ajouter un nombre encore inconnu de prêtres, orthodoxes et catholiques, condamnés et exécutés, ces derniers mois, pour n'avoir pas voulu prêter la main au décret ordonnant la confiscation des objets sacrés.

Est-ce assez d'horreurs, mes bien chers Frères ?

Le Souverain Pontife n'a-t-il pas mille fois raison de faire écho aux pronostics de son Prédécesseur et de proclamer dans un document, adressé à tous les évêques de la catholicité, que jamais pareil fléau ne s'est abattu sur le monde ?

La guerre mondiale a fauché, je crois, en quatre années, dix millions de vies humaines.

En quatre années, le socialisme bolchéviste en a sacrifié deux fois, trois fois autant, de vingt à trente millions.

La guerre a épuisé les finances, peut-être aussi les réserves d'énergie des grandes nations européennes et du Nouveau-Monde ; sinon, l'on ne s'expliquerait pas que notre héroïque Belgique, la France et la Pologne, l'Italie et la Grande-Bretagne, les États-Unis d'Amérique, peuples et gouvernements, assistent sans un sursaut d'indignation et d'action, à l'immolation de leur généreuse alliée d'hier ; laissent des hordes de brigands, conduits par une bande internationale, expéri-

faut-il s'étonner encore des excès où tombe un peuple affolé ? Quels systèmes nerveux résisteraient à la faim et à ces spectacles hideux ?

» Cadavres ramassés, et mangés en cachette. D'autres choisis et dépecés entre amis... Un témoin me montre des photographies prises dans une cour de prison... Devant tout un groupe, les débris nombreux et caractéristiques d'une boucherie humaine... Tout un commerce est né. Il arrive à Moscou des barils de « viande conservée ». Par suite, les vivants ne sont pas en sécurité. Car ils sont plus faciles à dépecer et meilleurs. Des bandes se sont formées, pour enlever les plus beaux « types de boucherie ». Les enfants surtout sont en péril... »

« Où sont les vrais coupables ? Comment seraient-ils criminels, ceux, très nombreux, que la famine rend fous ?

« Les vrais criminels sont les despotes qui exploitent la misère des populations pour prolonger leur dictature. Car, tant que le troupeau humain se traîne sans autre souci que de trouver la pâture quotidienne, il est incapable de réagir. » Article cité, p. 655.

menter dans le sang, le pillage, le sacrilège, leur rêve fou de communisme, s'accorder la fantaisie de l'imposer au monde par le canon et les mitrailleuses, menacer pour demain la Pologne et la Roumanie, et, pour après-demain, peut-être, la civilisation européenne.

Il ne m'appartient pas de rechercher comment désarmer les bandes rouges et ravitailler la légion d'honneur qui assumerait la tâche magnifique de pacifier la Russie et d'aider, aussi longtemps que la détresse présente le demande, à son relèvement agricole et industriel ; et je devine que, si la suggestion que j'ai la hardiesse de formuler arrivait aux oreilles de chefs d'État ou de chefs d'armée, quelques-uns la trouveraient inopportune ou peu stratégique.

Cependant, quand les masses impériales se jetèrent sur notre chère patrie, sur la France si peu préparée à les affronter, il eût été aussi fort naturel de dire : « Impossible de leur tenir tête ! Patience ! Laissons passer et sauvons-nous ». Et l'Angleterre ne serait pas venue, ni l'Italie, ni les États-Unis ; la violence eût triomphé ; la force du Droit et le respect de la parole jurée n'eussent pas imposé au monde leur beauté sacrée, leur majesté.

Les vertus chevaleresques ne se mesurent pas sur les chances de succès.

Il est très beau, assurément, de réunir en un cénacle pacifique les délégués des nations et d'aviser aux moyens de prévenir de futures violations du droit ; éventuellement, de les réprimer.

Mais, en attendant les possibilités de l'avenir, ne serait-il pas sage de s'occuper de la réalité du présent ? La Société des Nations ne s'imposerait-elle pas d'un coup à la confiance universelle, si elle réussissait à ouvrir une croisade internationale contre la barbarie des Soviets, pour la sauvegarde de notre civilisation séculaire ?

La meilleure politique pour ce monde et pour l'autre n'est pas toujours celle que dictent les prévisions des Chancelleries ni les supputations des États-Majors ; elle est inscrite dans la parole du Divin Maître : « Avant tout, faites régner Dieu et sa Justice ; le reste, vous l'obtiendrez par surcroît ».

Quoi qu'il en soit, mes bien chers Frères, comme homme, j'ai le droit ; comme évêque, je me suis fait le devoir d'unir mon humble voix aux paternelles supplications du Souverain Pontife ; d'interpréter les réprobations spontanées de vos consciences ; d'offrir, à nos Alliés de la première heure, un hommage de gratitude fidèle ; à un grand peuple, malheureux comme jamais peuple ne le fut, un témoignage de fraternité humaine ; à des chrétiens, à des prêtres, à des évêques, — qu'un schisme millénaire, douloureux pour tous, sépare de Notre Mère l'Église de Rome, mais qui nous tiennent néanmoins très étroitement à cœur par leur foi à la divinité du Christ, par leurs sacrements, par leur sacerdoce, — les assurances de notre affection, la promesse de nos prières, notre désir ardent d'alléger leurs malheurs, notre cuisant regret d'être impuissants à leur faire reconquérir leur liberté.

\* \* \*

Il n'y a pas à hésiter, nous avons un grand effort à tenter pour aider nos frères de Russie.

La fraternité humaine et la charité catholique nous en font un devoir.

Par leurs actes et par leurs appels réitérés, nos Papes bien-aimés nous donnent l'exemple et nous tracent la voie.

Je vous rappelais, il y a un instant, la Lettre émouvante de Benoît XV, en date du 5 août 1921, en faveur des affamés de Russie.

Dès l'année 1919, le même Pape s'interposait en faveur de prêtres orthodoxes russes ; un télégramme à Lénine le conjurait de faire cesser les persécutions contre le clergé.

Le 14 mai 1922, par lettre, le 7 juin 1922 par télégramme, notre Saint-Père le Pape Pie XI ordonna au Secrétaire d'État de pressantes démarches en faveur de plusieurs dignitaires ecclésiastiques de la Russie orthodoxe et plus spécialement en faveur du noble, pieux et vaillant patriarche Tykhon, attiré en justice pour avoir refusé de livrer aux mains sacrilèges des révolutionnaires les vases sacrés et les saintes reliques.

Depuis longtemps, l'opinion publique s'inquiétait de la destination effective des secours en argent et en nature que les peuples se plaisaient à envoyer aux affamés de Russie. Il était notoire que les Américains, sous la direction et l'impulsion de leur admirable ministre Hoover, à qui la Belgique doit et garde une impérissable reconnaissance, convoaient eux-mêmes jusqu'aux affamés les secours qu'ils leur destinaient. La Suède les imitait. Le Saint-Siège aussi se préparait à envoyer aux provinces agonisantes une commission de ravitailleurs.

Nous possédons nous-même une lettre du Cardinal Gasparri datée du 24 avril, dans laquelle le Secrétaire d'État apaise les inquiétudes des donateurs belges en les assurant que l'envoi de leurs dons se fera

par des intermédiaires pour lesquels le Saint-Siège s'évertue à obtenir des passe-ports visés.

Le 29 avril, en effet, s'adressant aux membres de la Conférence de Gênes et formant des vœux pour le succès de leurs travaux, l'auguste Pontife leur écrivait : « Le retour des Sociétés aux conditions essentielles de l'équilibre sera à l'avantage de tous, des vainqueurs et des vaincus, mais il est surtout à souhaiter pour ces populations infortunées de l'Europe Orientale, ravagées déjà par la guerre, par des luttes intestines, par la persécution religieuse, et décimées en plus par la famine et par les épidémies : tandis que leur sol possède des richesses qu'il suffirait d'exploiter normalement pour y faire revivre la paix sociale ».

Le 14 mai, mettant à profit la présence des délégués des Soviets à la Conférence de Gênes, le Pape chargea le Substitut de la Secrétairerie d'État, Mgr Pizzardo, de négocier avec eux l'obtention de passe-ports pour ses onze envoyés et de plaider personnellement, au nom de Sa Sainteté, l'aide aux victimes de la famine et de la peste, et la protection des intérêts religieux des orthodoxes et des catholiques de Russie.

Il faut relire avec attention ce mémorandum célèbre : d'autant que l'initiative du Souverain Pontife qui s'approchait des bourreaux pour protéger leurs victimes fut exploitée par le sectarisme antireligieux, et que, parmi les Russes réfugiés en Occident, quelques-uns exacerbés par leurs longues souffrances se laissèrent un instant égarer par les reportages hâtifs d'une presse tendancieuse (1).

« La rapidité avec laquelle les événements se précipitent, ne nous laisse pas le loisir de nous adresser, par la filière ordinaire, aux Chancelleries de chacune des nations accréditées près le Saint-Siège. Nous profitons de la présence à Gênes de délégués des États avec lesquels nous sommes en relations diplomatiques, pour demander aux Gouvernements de ces États trois choses auxquelles nous attachons une particulière importance. Nous demandons que, lorsque se réglera l'accord qui doit s'établir entre les Puissances représentées à Gênes, la Russie retienne spécialement l'attention des Puissances, et que ces trois clauses soient expressément arrêtées :

*Première clause* : Une pleine liberté de conscience est garantie à tous, en Russie, aux citoyens russes et étrangers ;

*Deuxième clause* : Est garanti aussi l'exercice privé et public de la religion et du culte.

*Troisième clause* : Est garanti de même le droit de propriété des confessions religieuses : les immeubles qui appartenaient à une confession religieuse, quelle qu'elle soit, doivent lui être rendus ; ceux qui lui appartiennent doivent être respectés » (2).

La commission romaine du ravitaillement des affamés est en Russie à l'heure qu'il est. La sécurité de transport et l'impartiale distribution des secours sont garanties.

Le Pape peut donc lancer, avec confiance, son appel au monde.

Il s'adresse à tous les évêques de la catholicité et leur dit :

« Nous nous trouvons, Vénérables Frères, devant le plus épouvantable fléau qui se soit jamais abattu sur l'humanité : la famine, les épidémies arrachent la vie à des populations entières. Le mal est immense ; la détresse urgente ; des victimes, en nombre incalculable, — enfants surtout, femmes, vieillards, — succombent, et succomberont de plus en plus à une mort affreuse ou à un épuisement lamentable, si un prompt secours ne leur est envoyé.

Déjà la charité s'est largement dépensée : les États-Unis d'Amérique surtout, peuple et Sénat, se sont montrés généreux. Il faut soutenir l'effort ».

J'ajoute, non sans fierté, mes Frères, que, dans une lettre privée à notre adresse, le Souverain Pontife félicite avec effusion le diocèse de Malines de son premier envoi de 161.000 francs.

Je dis « premier envoi », car nous devons faire davantage.

Ici en Belgique, avec votre aide aussi, nous avons organisé une forme particulière de bienfaisance à des étudiants russes qui se préparent dans l'exil à travailler à la reconstitution de leur pays dès qu'ils en recouvreront la liberté ; nous avons pu procurer à un premier groupe

(1) L'émotion des réfugiés se traduit dans un manifeste : *Lettre ouverte au Pape*, que le Comité national résidant à Paris livra à la publicité. En réponse à l'envoi qui nous fut fait de ce document, nous répondîmes par une lettre que nous reproduisons en annexe.

(2) Mémorandum du Saint-Siège à la Conférence de Gênes, 14 mai 1922.

de vingt jeunes gens des bourses d'études universitaires ; deux prêtres zélés du diocèse de Namur se dévouent sans trêve à cette œuvre dite « Aide belge aux étudiants de Russie ».

Vous avez donné, mes Frères, vous donnez, sans compter, à tant de bonnes œuvres qui vous sollicitent : vous donnerez encore et davantage.

N'oubliez pas que, d'après la théologie morale, il y a une obligation grave de dépenser de son superflu pour sauver la vie du prochain.

Cette fois, plus personne n'a l'excuse de dire qu'il ne sait pas si son argent ira aux victimes ou à leurs bourreaux.

Le Souverain Pontife assume la responsabilité de le faire arriver aux victimes, impartialement, sans distinction de religion ni de nationalité.

« Établi, de par la mission sacrée qui Nous est dévolue, le Pasteur suprême et le Père de tous, Nous nous faisons un devoir strict, dit l'auguste Pontife, d'embrasser dans notre charité l'humanité entière : aussi, de toute l'ardeur de Notre âme, Nous vous supplions à nouveau, Frères vénérés dans l'épiscopat, et, par vous, quiconque a un cœur chrétien, un cœur d'homme, de venir en aide à cette immense détresse, et de donner cours d'autant plus largement à votre charité que le fléau s'étend davantage et s'aggrave sans mesure. »

Joignant l'exemple au conseil, le Pape souscrit personnellement deux millions et demi de liras italiennes.

Fidèle à l'exhortation pontificale, conscient nous-même de nos devoirs, nous souscrivons, en dépit de la multiplicité de nos charges et de la pénurie de nos ressources, une somme de cinquante mille francs, heureux de cette occasion de montrer à nos compatriotes, comme le Pape montre à l'humanité, que, si nous avons et devons avoir des prédilections pour nos frères dans la foi catholique, apostolique et romaine, notre charité de cœur et d'action va néanmoins à tous nos frères, à tous les hommes sans exception.

Nous ordonnons au clergé d'instituer dans chaque paroisse un comité de secours aux Russes, d'admettre dans ces comités, sans distinction de parti ni de classe, tous les hommes de cœur, d'organiser la quête de porte en porte, de foyer en foyer, afin de donner au monde un noble exemple de fraternité.

Qui sait si les Banques et nos grandes maisons de commerce, et nos Pouvoirs publics, — Conseils communaux, Conseils provinciaux, Chambres législatives, — ne céderont pas à l'attrait de votre exemple et ne voteront pas, à l'instar du Sénat des Etats-Unis et du Parlement français, quelques millions aux affamés du peuple qui fut notre alliée (1) ?

Tous ne peuvent pas également donner. Mais tous peuvent également prier.

Vous prierez, mes Frères.

Tous les jours, en famille, vous prononcerez l'invocation que vient de bénir et indulgencier Notre Saint Père le Pape Pie XI : « Sauveur du monde, sauvez la Russie » ; puis, vous récitez ensemble trois *Ave Maria*, en l'honneur de Marie Médiatrice de toutes grâces, afin qu'Elle vienne au secours de la Russie, si pieuse toujours envers la Sainte Vierge, comme, au jour glorieux de son Assomption en 1920, elle sauva la Pologne de l'invasion de l'armée rouge.

Vous prierez, mes Frères, et vous qui avez le bonheur de communier souvent, vous aurez, jusqu'au jour de la délivrance de nos frères slaves, la charité d'offrir une communion hebdomadaire aux intentions du Souverain Pontife et aux nôtres, pour le peuple et pour l'Église de Russie.

Un Russe, qui a beaucoup souffert, avec une admirable résignation chrétienne, comme beaucoup de ses compatriotes — et qui est devenu naguère prêtre orthodoxe, — m'écrivait : « Quelles que soient nos souffrances, quelles que soient nos épreuves, nous nous inclinons devant la sagesse et la bonté infinies de Dieu, certains que notre Église fidèle à son Divin Maître et notre peuple, purifié par la souffrance, s'acheminent vers un avenir meilleur ».

Ce noble prêtre a raison. Nous l'aiderons, lui et son peuple, dans la réalisation de leurs espérances.

Sans doute, il y a eu dans le clergé russe des défaillances. Un évêque,

Antonin, huit prêtres et un lecteur, ont rédigé et signé un appel où ils acceptent le pouvoir bolchéviste. D'autres, évêques et prêtres, ont fléchi. Ils forment un parti schismatique, qu'ils ont l'orgueil d'appeler « l'Église vivante ». Les populations, accablées sous le poids de leurs malheurs, ne se sentent souvent plus la force de réagir.

Mais il y a d'admirables exemples de résistance au persécuteur. Le Patriarche Tykhon, quoi qu'on en ait dit, n'a jamais abdicé. Il est aux arrêts, fidèle à sa Foi, à ses serments. Onze prêtres ont été fusillés, « pour avoir fièrement résisté au décret ordonnant l'expropriation des biens d'Église, la confiscation des objets du culte » (1).

Des centaines de prêtres souffrent de privations et d'angoisses. Avec une insistance spéciale j'intercède auprès de vous, mes bien chers Frères, pour eux. N'oubliez pas que les prêtres et les évêques orthodoxes possèdent, aux yeux de l'Église catholique romaine, le caractère du sacerdoce du Christ.

Les fidèles se pressent encore, quand ils le peuvent, dans leurs églises. Leur piété envers Marie reste vivace. Bien des cœurs gardent la foi chrétienne et l'esprit d'expiation. Écoutez ce trait touchant, que je vous rapporte pour finir et pour conclure : Beaucoup de mourants, quand ils se sentent défaillir, prient une dernière fois, devant les chères icônes de famille qui gardent le foyer. Puis, seuls ou soutenus par leurs proches, ces chrétiens se traînent au cimetière vers la sépulture de famille. Personne ne pourra les y enterrer, mais ils auront rendu le dernier soupir en terre bénite. Ils arrivent donc au cimetière y prient pour leurs morts, puis, couchés sur leur sépulture, ils enlacent de leurs bras la Croix, et ils attendent. Des centaines, des milliers meurent dans cette étreinte.

Signe sublime de leur foi, symbole de résurrection, cette mort, cette croix présagent une vie nouvelle à la Russie agonisante. Les secours humains se sont montrés impuissants, mais le Christ crucifié et ressuscité compte toutes ces souffrances, ces larmes, ces expiations, Il compatit, Il sauve.

O Croix, unique espérance de salut ;

O Christ, Sauveur du monde, sauve la Russie (2).

La présente lettre sera lue dans les églises et les chapelles publiques de notre diocèse, à toutes les messes, le dimanche 10 septembre prochain.

† D. J. CARD. MERCIER, ARCHEVÊQUE DE MALINES.

## Annexes

### Lettre apostolique de S. S. Pie XI

PAPÉ PAR LA MISÉRICORDE DIVINE

A SES VÉNÉRÉS FRÈRES, LES PATRIARCHES, PRIMATS, ARCHEVÊQUES, ÉVÊQUES DE L'UNIVERS CATHOLIQUE.

VÉNÉRABLES FRÈRES,

SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

Vous n'avez pas oublié l'appel que Notre regretté prédécesseur publia, dans l'émotion de son cœur paternel, voilà bientôt un an, en faveur des malheureuses populations de la Russie, décimées par la famine et les épidémies, victimes du plus épouvantable fléau qui se soit jamais abattu sur l'humanité.

En termes chaleureux il implorait la compassion et la générosité de tous, en même temps que, dans l'intérêt de l'humanité entière, il faisait représenter aux Chefs d'État la nécessité de concerter une action collective, rapide et efficace, pour arrêter la catastrophe.

Vous n'avez pas oublié non plus que, tout récemment, à l'occasion de la Conférence de Gênes, héritier de la même mission d'amour confiée à son Vicaire par le Sauveur Jésus, Nous adressâmes un pressant appel aux délégués des nations, les priant d'unir leurs efforts pour ramener au sein de ces populations des conditions de vie normales ; tandis qu'à

(1) Nous prenons la confiance d'inviter les établissements d'enseignement ecclésiastiques et religieux, pour garçons et pour filles, de nous faire savoir s'ils peuvent offrir pour enfants russes, une place ou plusieurs d'internes ou d'externes, soit gratuitement, soit à prix réduit. — Nous accepterons aussi, avec une reconnaissance spéciale, l'aide financière que l'on voudrait bien nous adresser comme contribution aux études universitaires des étudiants russes.

(1) *Études*, « La tragédie de l'Église russe », par PIERRE RAMSKI, 5 août 1922.

(2) *Études*, « Le malheur russe », 20 juin 1922.

ces peuples eux-mêmes, bien que douloureusement séparés depuis des siècles de la communion du Siège Apostolique, Nous envoyions, avec une parole très affectueuse de réconfort, nos vœux ardents de les voir rentrer dans le giron de l'unité catholique.

Malgré les graves difficultés d'ordre privé et d'ordre public, dans lesquelles se débattent la plupart des nations, la charité a généreusement répondu aux appels du Pontife Romain. Nos fils bien-aimés des régions les plus riches de l'Amérique — il Nous est agréable de le proclamer, — se distinguèrent par une unanimité et un esprit de méthode exceptionnels ; ils ont bien mérité, non seulement des malheureux auxquels ils ont prodigué leurs secours, mais de l'humanité tout entière. Nous ne pouvons nous défendre de mentionner l'important subside voté dans le même but par le Sénat Américain.

Ces secours, cependant, n'étaient nullement proportionnés à la détresse immense qu'il fallait secourir ; ils ne pouvaient l'être du reste. Des informations de plus en plus douloureuses Nous arrivent tous les jours ; des appels plus angoissants montent vers Nous ; des victimes innombrables, — enfants surtout, femmes, vieillards, — vont, si un prompt secours ne leur est envoyé, succomber à la mort la plus affreuse ou se verront condamnés à un épuisement lamentable.

Aussi, pressé par la mission sacrée qui Nous est dévolue, de Pasteur suprême et de Père de tous, et qui exige que Nous embrassions dans notre charité l'humanité tout entière, Nous vous supplions de toute l'ardeur de notre âme, à nouveau, Frères Vénérés dans l'épiscopat, et, par vous, quiconque a un cœur chrétien, un cœur d'homme, de venir en aide à cette immense détresse ; plus la misère s'accroît, plus largement aussi doit s'exercer votre charité.

Mais, vous le comprenez, pour rendre efficace et fructueuse cette bienfaisance, il faut qu'une sage organisation préside aux collectes et à la distribution des secours. Nous confions à votre sollicitude le soin de recueillir les ressources, de la manière que vous suggéreront les circonstances. Nos délégués ensuite les porteront là, où sévit le fléau, aux plus nécessiteux, sans distinction de religion ni de nationalité.

Nous nous devons d'encourager les autres par notre exemple aussi largement que la situation du Saint-Siège Nous le permet et souscrivons donc deux millions et demi de lires italiennes. Par-dessus tout, cependant, c'est par d'humbles prières suppliantes que Nous implorerons la divine miséricorde en faveur de ces innombrables multitudes d'affamés qui agonisent, et qui Nous tiennent d'autant plus à cœur, que Nous les voyons plus malheureux.

En gage des éternelles récompenses et en témoignage de notre paternelle affection pour vous, Nous vous donnons, de tout cœur, à Vous, Vénérables Frères, et à tous ceux qui secourront nos frères malheureux, notre bénédiction apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 10 juillet 1922, la première année de notre pontificat.

PIE XI, PAPE.

Archevêché de Malines.

Malines, le 28 mai 1922.

Monsieur le Président et Messieurs les Membres du  
Comité National Russe,

PARIS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,  
MESSIEURS,

La lettre, datée du 16 mai, par laquelle vous voulez bien me faire part d'un document de l'Union Nationale Russe à l'adresse de Sa Sainteté le Pape Pie XI, est un témoignage de confiance à mon égard et je vous en sais gré, mais elle est aussi révélatrice d'un état d'âme que nous ne pouvons que déplorer.

A plusieurs reprises, depuis que les événements de ces dernières années m'ont mis en contact, direct ou indirect, avec des représentants divers, laïcs ou religieux, de votre noble pays, j'ai souffert d'une absence de compréhension plus intime de nos sentiments respectifs, et j'ai formé le vœu de pouvoir mieux vous connaître et vous donner de nos dispositions à nous une connaissance plus exacte et plus sûre.

Nous avons un ardent désir d'alléger vos souffrances.

Il faudrait n'avoir pas un cœur d'homme pour ne pas éprouver ce sentiment. Votre grand effort militaire en 1914 et en 1915 en faveur de la cause de nos Alliés, les millions de vies humaines que vos victoires, d'abord, vos revers, ensuite, coûtèrent à l'Empire des Tsars ; les désastres accumulés plus tard chez vous par la Révolution, toutes ces monstruosités sans nom que rappelle sommairement votre « Lettre ouverte » :

« Vingt-huit évêques orthodoxes torturés, puis assassinés ou fusillés, des dizaines de mille de clercs et de moines qui ont subi le même sort ; les biens des églises spoliés, maintes cathédrales et maints sanctuaires profanés, des reliques jetées au vent, des monastères fermés et enfin, tout dernièrement, les derniers vestiges des trésors des églises mis à sac, autant de preuves irrécusables de l'esprit antireligieux du pouvoir communiste qui vous persécute » : en faudrait-il davantage pour éveiller dans nos cœurs une sympathie ardente, faite de gratitude, d'humanité, de charité ?

Cette sympathie, que de fois j'eusse voulu vous l'exprimer et vous en dire les motifs ! Mais ce n'est pas pour nous chose aisée.

La Russie a toujours été loin de nous, parce que votre langue nous est malheureusement étrangère ; le despotisme des Soviets nous l'a rendue encore moins accessible ; aucun organe de presse, aucun document revêtu pour nous des garanties nécessaires d'authenticité ne parvenait jusqu'à nous et ne nous permettait de faire le départ entre la réalité des événements et les commentaires tendancieux ou imprudents qui les entouraient : et alors, pour ne pas nous exposer à une intervention maladroite, nous nous résignons, malgré nous, au silence. D'ailleurs, ce n'était pas en paroles, mais par des actes que nous souhaitions nous affirmer devant vous. Or, l'aide financière, si réduite fût-elle dans l'état de fortune où sont chez nous beaucoup de personnes qui comptaient en temps normal parmi les meilleures pourvoyeuses de nos œuvres, à qui et par quelle voie sûre l'envoyer ? Après plusieurs tâtonnements, nous nous décidâmes à deux partis : d'une part, nous suppliâmes humblement le Souverain Pontife d'user de sa très haute influence à l'effet d'obtenir la faculté d'envoyer des messagers directs aux affamés de Russie ; d'autre part, nous nous appliquâmes à favoriser en Belgique, notamment à l'Université de Louvain, les études de quelques jeunes gens d'élite, capables d'aller se dévouer bientôt, dès que la liberté leur en serait donnée, au relèvement industriel et moral de votre chère patrie.

Mais il s'est fait que ces humbles moyens d'assistance fraternelle, beaucoup trop faibles au gré de nos désirs, n'ont eux-mêmes pas été bien compris par tous.

Laissez-moi vous le dire en toute franchise, chers Messieurs, à la base des griefs que vous avez cru pouvoir articuler contre le Gouvernement du Souverain Pontife, il y a un effort de charité courageuse envers vos compatriotes, effort dont vous avez sans doute ignoré l'origine et mal interprété le caractère.

Ainsi que je le rappelais à l'instant, je fus de ceux qui prirent leur recours auprès de Notre Saint-Père le Pape pour faire parvenir les aumônes de mes diocésains aux affamés Russes, à l'abri de la rapacité des affameurs. Le Saint-Père daigna solliciter des occupants un passeport garantissant à quelques Agents spéciaux la faculté de porter eux-mêmes des secours aux affamés : il obtint cette faculté pour quelques ecclésiastiques de toute confiance ; le jour où le Vatican nous informa du résultat de ses négociations avec les Soviets, il ajoutait : « Il est évident que d'immenses secours sont nécessaires pour le soulagement de tant de détresse et que le Saint-Siège devra faire appel à toutes les bonnes volontés. Les catholiques surtout devront coopérer à cette grande œuvre de charité. »

Je crois pouvoir vous assurer, chers Messieurs, que les négociations du Saint-Siège avec ceux qui détiennent en Russie les Pouvoirs publics ont eu pour objet « cette grande œuvre de charité » et n'ont pas eu d'autre objet.

Cependant, vous écrivez dans votre « Lettre ouverte au Pape » : « Les journaux annoncent la conclusion d'un concordat entre le Saint-Siège et les bolchévistes. Que la nouvelle soit vraie ou non, peu importe, car ce n'est pas la forme de l'entente avec les Bolchéviks qui peut changer quoi que ce soit dans les relations avec eux. C'est le fait même de l'existence de ces rapports qui nous afflige. »

A la réflexion, vous voudrez bien reconnaître, j'en suis sûr, que sur ce point fondamental, vous avez fait erreur.

Pour vous rendre plus sensible l'expression de ma pensée, laissez-moi vous rapporter ici un souvenir personnel. Au début de l'occupation allemande en Belgique, lors de la reddition de la place d'Anvers, en octobre 1914, la panique avait gagné une partie de la population et une rumeur pernicieuse circulait parmi elle, d'après laquelle le pouvoir militaire allemand devait saisir tous les jeunes gens restés en territoire belge et les enrôler de force dans les régiments allemands. J'eus beau tenter de rassurer les familles belges ; je n'y réussissais que très imparfaitement. C'est alors que, bien à contre-cœur, je m'humiliai jusqu'à solliciter une audience des autorités militaires qui venaient d'envahir, dans les conditions scandaleuses que l'on sait, le sol de ma patrie et avaient fait pompeusement leur entrée à Anvers après qua-



rante-deux heures de bombardement continu. J'avais conscience, pourtant, que j'accomplissais une bonne action. J'entrais en relation avec un pouvoir de fait, que mon patriotisme et mon honnêteté chrétienne répudiaient ; mais il était évident pour moi que ma démarche n'attribuait au gouverneur militaire aucune autorité juridique ; je m'interposais entre un bourreau et ses victimes, pour arracher celles-ci à la brutalité de celui-là.

L'intervention du Saint-Père auprès des bourreaux de votre patrie a le même caractère, — rehaussé par la majesté du Suprême Pontificat ; — elle vise à protéger le droit et la faiblesse des victimes, contre la violence des maîtres qui les torturent.

Mais, ajoutez-vous, le Saint-Siège a des intentions de prosélytisme ; il bénéficiera d'une liberté de propagande religieuse que les Soviets refusent à l'Église orthodoxe. Et vous parlez, à ce propos, en termes peu mesurés, d'une tendance à laquelle se laisserait entraîner l'Église Romaine « à suivre les chemins tortueux de la basse politique de nos jours ».

Si ce langage avait été froidement réfléchi, je l'eusse jugé tellement offensant pour l'Autorité la plus vénérable qu'il y ait au monde et devant laquelle je m'incline avec une piété filiale inaltérable, qu'il m'eût été interdit, malgré toute ma sympathie pour vous, d'entrer en correspondance avec votre Comité.

Mais, encore une fois, le jugement de votre Comité repose sur une erreur de fait.

Loïn d'exploiter au profit de son action apostolique, dans le sens étroit que vous lui supposez, un privilège dont seraient frustrés les Orthodoxes, le Saint-Père a expressément demandé aux Puissances réunies en Conférence à Gênes l'exécution des trois clauses suivantes :

« 1<sup>o</sup> La pleine liberté de conscience pour tous, citoyens russes ou étrangers, est garantie en Russie.

2<sup>o</sup> Est aussi garanti l'exercice privé et public de la religion et du culte.

3<sup>o</sup> Les immeubles qui appartenaient ou appartiennent encore à quelque confession religieuse que ce soit, lui seront rendus et seront respectés. »

Je vous disais plus haut qu'après avoir tâtonné, je m'étais, en ce qui me concerne, attaché à deux moyens de vous prouver que nous gardons le sentiment de la dette de reconnaissance que nos Alliés et nous avons contractée à l'égard du peuple Russe, et de vous témoigner la charité fraternelle et chrétienne que nous vous portons dans vos malheurs : le premier de ces moyens était de faire parvenir, avec le plus de garanties de sécurité possible, des secours matériels aux Russes affamés ; le second était de venir en aide à une élite de vos jeunes gens, désireux de poursuivre leurs études universitaires pour se préparer à devenir bientôt, espérons-le, les restaurateurs de l'industrie et du moral de votre chère patrie.

La mise en œuvre de ces deux moyens nous était dictée par l'appel lancé par Benoît XV, le 5 août 1921, en faveur de la Russie affamée et renouvelé, avec une insistance si touchante, par S. S. le Pape Pie XI.

Faut-il vous rappeler, chers Messieurs, le noble langage de Benoît XV, auquel son successeur et nous sommes restés fidèles ? « Du bassin du Volga, écrivait le Pape, de nombreux millions d'hommes invoquent, en présence de la mort la plus terrible, le secours de l'humanité. Il s'agit d'un peuple déjà si souverainement éprouvé par le fléau de la guerre, d'un peuple sur lequel brille le caractère du Christ et qui a toujours fortement voulu appartenir à la grande famille chrétienne. Bien que séparé de nous par des barrières que de longs siècles ont élevées, il est d'autant plus près de notre cœur de père qu'il est plus malheureux. L'immensité de la ruine est telle, que tous les peuples doivent s'unir pour y remédier... Notre appel s'adresse avant tout aux peuples chrétiens, qui connaissent l'infinie charité du Dieu Rédempteur qui a donné son Sang pour nous rendre tous frères. Il s'adresse aussi aux autres peuples civilisés, parce que tout homme digne de ce nom doit se sentir le devoir d'accourir là où meurt un autre homme ».

Vous n'avez pas douté de la loyauté de cet appel. Ne mettez pas davantage en doute le désintéressement de Notre Saint Père le Pape Pie XI. Ne doutez pas de la sincérité des catholiques, pasteurs et fidèles, qui répondent aux exhortations de charité de leurs Pontifes.

Assurément, nous avons à cœur, comme vous et avec vous, « la réunion des églises, éternellement chère aux âmes pieuses », mais nous ne la voulons que dans le respect le plus absolu de la conscience d'autrui. Voilà une année bientôt, que vingt de vos jeunes gens sont installés dans un home universitaire et suivent assidûment les cours de l'Univer-

sité de Louvain : demandez-leur s'il y a eu une seule atteinte portée à leur liberté religieuse.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, MESSIEURS,

Je termine ma lettre sur une parole d'espérance. Le malheur, je le sais pour l'avoir expérimenté chez mes compatriotes, rend parfois les tempéraments nerveux, impressionnables. Ne cédon pas à nos premières impressions. Rapprochons-nous les uns des autres, avec le désir de mieux nous connaître mutuellement et de chercher dans la prière et dans une fraternelle entr'aide les moyens de sauvegarder les fondements de la civilisation chrétienne et de réaliser le vœu suprême d'unité catholique formulé par notre Divin Sauveur.

† D. J. CARD. MERCIER, ARCHEVÊQUE DE MALINES.



## L'université flamande

En répondant le 31 août à la lettre de M. Carnoy, professeur d'antiquités grecques, à l'Université catholique de Louvain et sénateur de Bruxelles, qu'elle avait insérée la veille, *La Libre Belgique* écrivait ce qui suit :

« Tout le monde est d'accord, et depuis longtemps, sur le principe de l'établissement d'une université flamande, même à Gand. Cependant, l'irritant problème est ajourné de session en session, depuis l'armistice. Pourquoi ? Parce que les amis de M. Carnoy, non contents d'obtenir une université flamande, veulent la disparition de l'université française ; parce que, en l'occurrence, le droit de faire des études supérieures en néerlandais ne leur suffit pas, mais qu'ils réclament le pouvoir d'empêcher leurs compatriotes de langue française du pays flamand de faire des études supérieures en français. Voilà l'abus ! Voilà la tyrannie !

Pourquoi cet acharnement à vouloir la disparition immédiate de l'actuelle université de Gand ? Que l'on attende donc quelques années. Si la nouvelle université attire à elle la majeure partie des étudiants qui font actuellement leurs études supérieures à Gand, il sera toujours temps alors de la faire disparaître. Mais en attendant, dans l'intérêt des Flamands eux-mêmes, il est absurde de demander la mort de l'université française quand l'université flamande est assurée de naître en tout état de cause. Quoi ? On veut doter nos compatriotes flamands de deux universités et ils protestent ! (du moins ceux qui prétendent parler en leur nom protestent). Combien de pères de famille hésitent à faire compléter à leurs jeunes gens leur formation universitaire par un séjour dans une université étrangère, à cause des frais ? Les Flamands auront cette facilité ; l'université française de Gand sera chez eux ; ils auront l'occasion de s'y perfectionner dans une langue autrement utile pour eux qu'un langage étranger, et leurs mauvais bergers veulent les priver de cet avantage ! »

L'auteur de ces lignes préconise donc la création, à Gand, d'une université flamande à côté de l'université actuelle qui serait maintenue au moins tant que Gand-flamand comptera moins d'étudiants que Gand-français.

Au risque de répéter encore ce que nous avons dit déjà (1), il nous faut bien démontrer à nouveau que cette solution du problème est appelée à nuire, considérablement peut-être, aux intérêts de la religion en Belgique.

Créer à Gand la concurrence entre une université française et une université flamande, c'est, ou bien laisser le problème ouvert, si les flamingants s'en tiennent à la formule : *Gand ou rien* et refusent le compromis du dédoublement ; ou bien, s'ils acceptent cette solution, c'est créer en pays fla-

(1) Voir la *Revue Catholique* du 16 juin dernier.

mand un puissant mouvement vers l'université nouvelle dans le but de faire la preuve que Gand-flamand répond vraiment aux aspirations du peuple flamand.

Or, le gros des troupes flamingantes est composé de catholiques, mais de catholiques chez lesquels le sentiment nationaliste l'emporte facilement sur tout autre sentiment.

Résultat : de très nombreux jeunes gens catholiques, au lieu d'aller se former à Louvain-catholique, fréquenteront Gand-flamand et neutre, au risque d'y compromettre avec leur foi religieuse à eux, la foi de ceux qui plus tard, quand ils seront avocats, magistrats, médecins, ingénieurs, quand ils auront fondé un foyer, se trouveront soumis à leur influence.

Mais, me direz-vous, les catholiques ne peuvent, sans motifs graves, fréquenter une université neutre, les dispositions du Code de Droit Canonique sont formelles. D'accord, mais ces motifs graves, la solution que vous préconisez ne les fournit-elle pas ? Certes, nous sommes loin d'admettre que le « devoir racique » et « l'intérêt culturel » sont des raisons suffisantes pour autoriser la fréquentation d'une université neutre ; toutefois, ce qui importe en l'occurrence ce n'est pas notre avis, mais bien ce qu'en pensent les flamingants ; ce n'est pas ce que ceux-ci devraient faire, mais ce qu'ils feront.

Car, à moins d'ignorer complètement leur état d'esprit, il faut bien admettre que beaucoup de jeunes gens catholiques et flamingants (et nombre de leurs conseillers, hélas !) croiront, non seulement qu'il est permis de suivre les cours de Gand-neutre, mais même que l'on doit, dans l'intérêt de la « cause », renoncer à Louvain-catholique, pour soutenir Gand-flamand. Ne faudra-t-il pas prouver expérimentalement, par le fait, que Gand-flamand est un « vœu national » ? Comment le faire si ce n'est en y allant, puisque la preuve que demandent les adversaires se réduit à une question de nombre d'étudiants ?

La coexistence à Gand de deux universités aura donc de très graves conséquences, alors que la suppression de Gand-français et son remplacement par Gand-flamand ne présenteraient pas, croyons-nous, le même danger. Évidemment, il se trouverait encore un certain nombre d'exaltés, nationalistes outrés, pour qui la race, la culture et la langue priment tout, même les convictions religieuses, et qui s'en iraient à Gand ; mais la concurrence n'existant plus, et donc la nécessité de démontrer que l'université flamande à Gand est plus peuplée que l'université française, le danger serait infiniment moindre. Il subsistera pourtant, car les Flamands tiendront à ce que l'université nouvelle ne soit pas un fiasco, mais nous persistons à croire que l'université flamande une fois définitivement conquise, et le foyer de culture française en Flandre disparu (inutile de dire que cette disparition est très loin d'avoir l'importance que lui attribuent les flamingants), beaucoup de catholiques seront fidèles malgré tout aux prescriptions de l'Église et iront faire leurs études supérieures, en flamand, à Louvain.

\* \* \*

Nous ne voyons pas ce qu'on peut objecter à notre démonstration et nous avouons ne pas comprendre comment il se trouve encore tant de catholiques, soucieux des intérêts religieux du pays, qui tiennent *mordicus* au maintien de Gand-français.

Pourquoi ?

Il ne faut pas détruire un centre de culture française, répondent les uns ; il faut laisser la liberté du choix, disent les autres. Et si le maintien de ce centre de culture française ne peut que nuire, comme nous croyons l'avoir

démonstré, aux intérêts de l'Église en Belgique ? Certes nous admettons que les flamingants catholiques ont eu grand tort de s'occuper de Gand-flamand, c'est-à-dire d'une université que l'Église voudrait ne voir fréquentée par aucun de ses enfants ; mais, les choses en étant au point où elles sont, vouloir le maintien de Gand-français, n'est-ce pas tomber dans le travers qu'on reproche aux flamingants ? N'est-ce pas exalter outre mesure, comme eux, la race, la culture, la langue ?

Quant à la liberté du choix, croit-on sincèrement que la suppression de Gand-français empêchera un seul Belge, désireux de faire ses études en français, de les faire dans cette langue ? Louvain, Bruxelles, Liège, dans un pays où les distances ne comptent vraiment pas, suffiront amplement à la tâche. Et le projet soumis aux Chambres sauvegarde, semble-t-il, les intérêts des professeurs actuels et de leurs élèves.

\* \* \*

Nous ne savons pourquoi les flamingants exigent : *Gand ou rien*. Nous ignorons aussi s'ils accepteraient éventuellement le compromis du dédoublement de l'université actuelle. Ce qui nous paraît certain, c'est que cette solution, si elle devait prévaloir, est appelée selon toute vraisemblance à nuire considérablement au catholicisme en Flandre. Pour la justifier il faudrait que les catholiques qui la préconisent fournissent en sa faveur des arguments capables de faire accepter comme un moindre mal, les conséquences néfastes que nous avons signalées.

Que si les flamingants ne l'acceptent pas, continuent leur agitation et réclament — d'aucuns l'ont annoncé déjà — une université flamande à Anvers, qui ne voit que cette solution-là serait bien plus dangereuse encore que celle de Gand-bilingue ? Elle créerait, en effet, dans le pays, un troisième centre universitaire neutre, c'est-à-dire acatholique, et en fin de compte anti-catholique.

On m'objectera sans doute que les catholiques flamingants n'ont pas le droit de faire fi de leurs convictions religieuses jusqu'à coopérer à la création de ce troisième centre de vie intellectuelle neutre. C'est entendu, et ceux qui s'y résoudraient encourraient de lourdes responsabilités. N'oublions pas, cependant, que le nationalisme de certains est tellement fougueux qu'il s'en trouvera peut-être quelques-uns pour appuyer une solution qui rencontrerait de très nombreux partisans à gauche. Il ne faudrait pas beaucoup de voix catholiques pour constituer avec la plupart des voix libérales et socialistes une forte majorité en faveur d'Anvers.

Le débat qui va s'ouvrir à la rentrée est donc très grave. De sa conclusion dépendront non seulement la paix et la tranquillité du pays, mais aussi, dans une mesure plus importante qu'il ne paraît à première vue, l'avenir religieux des provinces flamandes. Nous croyons avoir établi que la solution la moins défavorable au catholicisme est celle qui supprime en principe (1) Gand-français, pour créer dans cette ville l'université flamande promise par le discours du Trône et sur l'établissement de laquelle tout le monde est d'accord.

Que les députés et les journalistes catholiques veuillent donc examiner la question avec toute l'attention qu'elle mérite. Les premiers auront à voter ; aux seconds incombe la formation de l'opinion publique. Si les raisons que nous avons données ne les convainquent pas, nous sommes tout disposés

(1) Les modalités de la transformation importent peu dans la présente discussion. Peut-être pourra-t-on adoucir davantage encore que ne le prévoit le projet la période de transition.

à leur ouvrir les colonnes de la *Revue* pour accueillir les objections et les réfutations.

Il est à craindre que les discussions au Parlement et dans la presse ne voient se heurter plus de sentiments que d'idées. Les passions de part et d'autre sont excitées au plus haut point, les susceptibilités sont extrêmes. Et pourtant le fond du débat, comme d'ailleurs de tout débat, est une question de raison, voire même une question de principe.

La *Revue catholique des idées et des faits* voudrait être la tribune où les questions débattues entre catholiques sont portées avec sérénité, sans passion, pour y être examinées contradictoirement à la lumière de la doctrine catholique et de la raison humaine.

Abbé R. G. VAN DEN HOUT.



## Le Congrès des catholiques allemands

Il a été dit dans le précédent numéro de cette *Revue*, au bulletin de la semaine qui paraît en première page, qu'au Congrès des catholiques allemands à Munich, on avait cru « devoir affirmer à nouveau la parfaite innocence de l'Allemagne » dans la guerre.

C'est un peu exagéré. On n'a pas osé, au Congrès de Munich, aller jusque là. On y savait d'ailleurs, sans doute, parmi les dirigeants que cette attestation d'innocence de l'Allemagne impériale dans la guerre allait être donnée, au nom des catholiques allemands, de plus haut et plus solennellement, « devant Dieu et devant les hommes », et que, le jour même où finirait le Congrès, serait livrée à la publicité la déclaration collective des évêques que le lecteur connaît.

De cette déclaration je me contenterai, n'en parlant qu'en passant, de dire qu'elle est aussi incroyable qu'inattendue. J'ajouterai que je suis frappé de l'attitude de la presse catholique allemande à son égard : la *Germania*, la *Kölnische Volkszeitung*, qui sont incontestablement les deux organes catholiques les plus autorisés du « Reich », ont enregistré purement et simplement le communiqué contenant la déclaration ; puis, ils n'en ont plus parlé : c'est comme s'ils ne demandaient pas mieux que de voir tomber le document dans l'oubli. Auraient-ils conscience de son... mettons : inopportunité, pour ne pas parler trop irrespectueusement d'un acte épiscopal ?

Si l'on n'a donc pas, au Congrès de Munich, proclamé formellement l'irresponsabilité de l'Allemagne, on y a parlé des misères de l'Allemagne d'après-guerre, du traité de Versailles et de ses conséquences pour le peuple allemand, sans prononcer un mot qui indique chez les catholiques du « Reich » le sentiment de la responsabilité de l'Empire dans la guerre, la conscience des violations du droit, des injustices, des actes de tyrannie, des crimes commis par ses armées, des desseins d'oppression nourris par ses gouvernements à l'égard des peuples qu'ils espéraient voir vaincus.

Quatre ans presque se sont écoulés depuis la guerre ; les catholiques allemands ont eu largement le temps de s'instruire de la façon dont elle avait éclaté, de s'éclairer sur toute la conduite de leurs gouvernements et des armées durant le cataclysme : et ils paraissent, du moins il leur plaît de paraître encore aussi aveugles à la vérité, la vérité vraie, qu'en août 1914 et au cours de toute la guerre, lorsque le fanatisme et la discipline patriotiques, l'ignorance et l'erreur où les tenaient systématiquement la censure et la propagande gouvernementales limitaient leur vue à la seule vérité « officielle » !

Avec leur aveuglement, ils conservent leur égoïsme du temps de guerre. Ils appellent, avec des cris déchirants (dont on jugera plus loin) la commisération chrétienne du monde entier sur les malheurs du peuple allemand. Et leurs yeux demeurent fermés, leur cœur sec devant le torrent de maux effroyables dans lequel la guerre — la guerre allemande — a noyé des pays comme la France et la Belgique, qui n'en sont pas encore complètement sortis.

Puisqu'ils parlaient, dans leur Congrès, de la guerre et de ses désas-

tres, puisqu'ils touchaient à la question des responsabilités, puisqu'ils faisaient appel à la commisération des Français et des Belges, nous pouvions, semble-t-il, espérer surprendre sur leurs lèvres, nous Belges en particulier, dont l'absolue innocence ne peut faire sérieusement doute, un mot qui ressemblât à un désaveu, un regret inspiré par le crime inouï de l'Allemagne à notre égard, dès le principe de la guerre, et par toutes les violations du droit, les cruautés inutiles dont nous avons été dans la suite les victimes de la part des Allemands.

Mais rien, rien ! Et l'on ne voit pas qu'à cet égard, l'état d'esprit des catholiques allemands diffère beaucoup aujourd'hui de ce qu'il était au début de la guerre et pendant celle-ci.

Il n'y a que la misère de l'Allemagne qui existe à leurs yeux ; celle de la France, de la Belgique — pour ne parler que de ces nations — ne compte sans doute pas, alors qu'elle se prolonge cependant en grande partie à cause de la lenteur, de la mauvaise foi que l'Allemagne met à réparer.

Réparer ! Il ne semble pas, hélas ! que les Allemands catholiques comprennent beaucoup mieux que les autres que c'est là pour l'Allemagne un devoir dicté par le droit naturel, donc aussi par le droit chrétien, un devoir de stricte justice. L'Allemagne doit réparer parce qu'elle s'est trouvée, à un moment de la guerre, obligée de subir les conditions de l'ennemi : voilà le sentiment qui, bien que non expressément formulé au Congrès, paraît dominer chez les catholiques du « Reich ».

D'ailleurs, comment en serait-il autrement si les évêques eux-mêmes répandent parmi les catholiques l'idée de l'irresponsabilité de l'Allemagne dans la guerre, idée qui ruine évidemment celle de l'obligation morale de réparer ?

\* \* \*

L'obligation formelle de réparer a été imposée à l'Allemagne par le traité de Versailles ; mais ce traité, le Président du Congrès, M. Adenauer, bourgmestre de Cologne (dont il a déjà été question pour le poste de chancelier), l'a attaqué, dès la première assemblée publique, en ces termes violents :

*« Si pressurés et humiliés que nous soyons, jamais nous n'oublierons notre communauté, notre unité nationale. On a affamé et jeté par terre le peuple allemand. On a extorqué au peuple brisé une déclaration de culpabilité, on lui a imposé des conditions qui détruisent son existence comme nation et comme Etat, on a détruit sa situation économique, livré des millions d'hommes à une mort lente et le reste à une servitude et un esclavage insupportables. Il n'y a pas dans l'histoire européenne du moyen âge et des temps modernes de document qui insulte autant à tous les principes humains, à tous les principes chrétiens que la loi dictatoriale de Versailles. Ses auteurs se sont chargés d'une dette effroyable, de la responsabilité d'une misère matérielle et morale sans nom ! »*

Voilà donc que ce sont maintenant les Alliés, c'est la France, c'est la Belgique, qui ont une dette à l'égard de l'Allemagne ! Bientôt c'est à eux qu'on demandera des réparations !...

En attendant, on essaye d'émouvoir le cœur des catholiques alliés en faveur de la pauvre Allemagne.

*« Je prie et je conjure, a continué M. Adenauer, les catholiques d'Amérique, de Belgique, d'Angleterre, les catholiques du monde entier, tous ceux qui se réclament encore du nom du Christ : qu'ils nous aident !*

*Souvenez-vous de votre foi catholique, de votre nom de chrétiens ! Empêchez la mort d'un peuple de soixante millions d'hommes ! Je m'adresse tout particulièrement aux catholiques français : la France nous martyrise, la France nous torture, nous aussi, vos frères dans la foi.*

*J'admets pour l'honneur de la France qu'elle agit ainsi parce qu'elle croit devoir agir ainsi. Croyez-nous, la France se trompe, il y a pour la France d'autres moyens d'arriver à ce qui lui convient. Venez à nous, catholiques français, laissez-nous chercher ensemble une voie qui servira nos deux pays. »*

\* \* \*

Dans la même séance où M. Adenauer tenait ce langage, le prince Aloys de Loewenstein, qui est depuis longtemps à la tête des œuvres en faveur des missions, prononçait un discours où il se plaignait que le traité de Versailles, « ce grand corpus injuriarum est choisi aussi les missionnaires allemands comme victimes de sa haine maladroite ».

Et il essayait de le prouver en parlant des expulsions de missionnaires allemands faites dans d'anciennes ou de nouvelles colonies des pays de l'Entente.

D'autre part, certain discours, prononcé dans une séance ultérieure, par un religieux, le P. Groesser, en faveur de l'expansion du « *Deutschtum* » catholique à l'étranger, n'est peut-être pas, par son ton, de nature

à encourager les pays des Alliés à rendre toute liberté de venir exercer leur action chez eux aux missions catholiques allemandes. Nous avons été assez étonné de constater que le P. Groesser trouvait que l'Allemagne avait trop longtemps tardé à s'occuper de la propagande à l'étranger.

« Dorénavant, s'est-il écrié, aucun foyer de germanisme catholique ne doit mourir ! »

Signalons aussi en passant que le P. Groesser a annoncé que déjà on tentait la réédification des missions catholiques allemandes en France, en Italie et en Belgique.

« De Belgique, a-t-il ajouté, un religieux hautement méritant, m'a écrit cette semaine comment il avait relevé de ses ruines de la guerre la mission allemande. »

\* \* \*

Le discours de M. Adenauer et celui du prince de Loewenstein ont été les seuls qui ont contenu des attaques directes contre le traité de Versailles. Mais tout le reste qui a été dit au Congrès n'a en rien démenti, à cet égard, l'esprit de ces discours.

Et à la séance de clôture, le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich, a fait un discours sur l'Église et la paix, plein de nobles intentions, plein de pensées belles et justes, mais qui appellerait cependant des réserves sur plusieurs points, notamment sur la façon de présenter certaine intervention de Benoît XV auprès des Puissances belligérantes en 1918. Une partie de ce discours semble destinée à donner au peuple allemand et au monde catholique l'impression que le Vatican est avec l'Allemagne quand celle-ci s'insurge, après l'avoir signé, contre le traité de Versailles et contre son application par les Alliés.

Il n'y aura de paix internationale véritable que lorsque les nations appelleront le Pape à présider à son établissement : tel a été un des thèmes développés par le cardinal Faulhaber. Nous n'avons pas besoin de dire que nous l'approuvons.

Son Eminence s'élève aussi avec raison contre l'exclusion de la puissance papale de toute participation à l'action de la Société des Nations qui est, dans son principe, dit-elle justement, une pensée papale. Mais on peut trouver excessive cependant la virulence avec laquelle l'archevêque attaque l'organisation actuelle de la Société des Nations.

Dans sa constitution actuelle, cette Société n'est qu'« une matière inflammable pour allumer une nouvelle guerre universelle », déclare-t-il. Il montre les Puissances allant à Gênes « le revolver et le poignard en poche » : l'Allemagne, notamment, avait en poche le poignard de Rappallo, mais nous hésitons à croire que Son Eminence ait voulu y faire penser.

Elle termine son imprécation contre la Société des Nations par ces mots de flétrissure qui ont déchainé les applaudissements de l'assistance : « Cette Société des Nations ne sert pas la paix internationale, elle sert la bourse internationale ; elle est le tripot du capitalisme international ! »

On se demande comment, si la Société des Nations est un tel mauvais lieu, l'honnête Allemagne reproche tant à l'Entente de ne pas l'y admettre et intrigue tant pour y entrer, et l'on ne peut pas se défendre du soupçon que le cardinal Faulhaber traiterait peut-être cette Société avec un peu plus d'indulgence si elle ouvrait sa porte au « Reich » tout en la laissant fermée au Saint-Père...

\* \* \*

Vers la fin de sa harangue, Monseigneur Faulhaber s'est adressé en particulier aux catholiques français. Voici ce passage de son discours :

« Non de Moscou, non de Gênes, vient la paix internationale, mais de Rome. Nous le crions, non en vaincus qui doivent se taire, mais en catholiques, à nos coreligionnaires de France. Si l'Église a une mission universelle de paix, alors ceux-là doivent travailler à la réalisation de cette paix qui ont une situation particulièrement saillante au sein de l'Église. Nous le demandons à nos frères de France : ne pouvez-vous pas comprendre que nous avons perdu la guerre ; ne pouvez-vous pas comprendre comme notre cœur catholique est retourné quand nous voyons des païens et des mahométans envoyés justement dans notre catholique province rhénane ? Nous devons déclarer cela ouvertement. Peu importe que l'on soit ou non la fille aînée de l'Église ou sa dernière née, on ne peut envoyer aux catholiques des mahométans et des païens chargés de protéger parmi eux la civilisation ! »

On remarquera la tendance de l'orateur à tirer le Vatican du côté de l'Allemagne dans la lutte entreprise par celle-ci contre la paix de Versailles et particulièrement contre le gouvernement français.

On remarquera aussi comment, de la question de la paix envisagée en général, il retombe à une question particulière à l'Allemagne et sans lien direct avec la première : la participation des troupes noires à l'occupation française. La présence de ces troupes sur son territoire est évidemment une humiliation que l'orgueil allemand doit vivement ressentir.

Mais est-elle imméritée, et n'est-ce pas un châtement adéquat à l'égard d'une nation qui nous a envoyé, à nous, Belges, Français, des chefs d'armée, des troupes de peau blanche et de race chrétienne, oui, mais parfaitement barbares dans la façon de faire la guerre, vous vous lèveriez au besoin pour le proclamer, ô martyrs du Sud du Luxembourg, de Tamines, de Dinant, de Louvain, d'Aerschot, de tant d'autres lieux, ô fusillés de tout le temps de l'occupation allemande, hommes, femmes, enfants, laïcs et prêtres, toutes victimes que les catholiques allemands veulent continuer à ignorer.

Néanmoins, nous comprenons que les catholiques allemands protestent, notamment du point de vue de la moralité publique, contre l'intervention de troupes noires en Rhénanie, mesure qui est d'ailleurs d'une opportunité discutable du point de vue même de l'intérêt de l'occupant français. Et l'on pourrait être tenté, parmi les catholiques de France et de Belgique, d'appuyer cette protestation. Mais, quand les catholiques allemands font un appel à l'aide, au rapprochement auprès de leurs frères en la foi des pays alliés, c'est, on le voit, avec des mots, sur un ton tels qu'ils arrêtent, du côté de ceux-ci, l'élan naturel du cœur, le geste prêt à s'accomplir de la fraternité chrétienne.

\* \* \*

Les catholiques allemands nous demandent l'oubli, le secours, la pratique de la charité chrétienne à leur égard ; mais ils ne nous donnent rien, pas même le témoignage d'un peu de ce repentir sans lequel il n'y a pas, le Cardinal Mercier le leur a déjà rappelé, de plein pardon possible pour le coupable. C'est une constatation que nous faisons avec douleur dans cette *Revue* qui s'inspire avant tout de l'idée de la fraternité chrétienne et de l'unité catholique.

À la supplication des catholiques allemands à l'adresse des catholiques de France, de Belgique, etc., nous croyons que ceux-ci ne peuvent, pour le moment, répondre qu'en priant le Seigneur pour eux : qu'Il les éclaire, qu'Il amollisse l'orgueil et l'égoïsme nationaliste où ils s'endurcissent !

LOUIS GILLE.



## Hector Hoornaert

Une belle et noble figure de nos Lettres catholiques vient de disparaître.

Ce prêtre exemplaire fut un artiste dans toute l'acception du mot. Toutes les expressions de l'art — la littérature, la peinture, la musique — suscitaient son enthousiasme et bénéficiaient de sa ferveur.

Il avait le culte de la Beauté et la considérait comme un reflet de Dieu. Et il voulait que ce reflet donne à l'idée catholique sa plénitude de puissance, de rayonnement et de prestige.

C'est en vue de cet objectif qu'il associa son effort à celui de la jeune génération littéraire catholique de 1890 qui, impuissante à briser les formules désuètes et routinières dans lesquelles végétait alors la Littérature catholique, eut l'ambition de lui restituer une personnalité originale, digne de ses grandes traditions et de l'idéal qu'il lui incombe de glorifier.

Cette cause, Hector Hoornaert la servit passionnément et obstinément par son œuvre et par son action.

Son œuvre : Le poète des *Ballades russes* et des *Mâtres espagnols*, est égal en lui au conteur si pénétrant et si personnel du *Sourire de Ramsès* et du *Larcin des Mages* ; et l'historien

évoquant des *Béguinages* marche de pair avec le consciencieux et émouvant commentateur de saint Jean de la Croix.

Affirmons avec certitude que s'il y avait en Belgique une justice littéraire, et qui n'exige pas le coup de pouce de la réclame, Hector Hoornaert aurait occupé de son vivant la place de choix que nous réclamons pour lui dans la Littérature de notre pays.

Son action : Tous ceux qui donnèrent leur jeunesse et leur talent au renouvellement des Lettres catholiques, ont passé par la chambre du professeur de Bruges ou du vicaire de Menin et par le cabinet d'études du curé du Béguinage de Bruges, dont les fenêtres donnaient sur un des plus beaux et des plus suggestifs paysages qu'il y ait au monde. Accueil chaleureux et fraternel. Et Hoornaert nous parlait. Rien de gourmé ni de solennel. Un verbe où tout l'homme se reflétait : sûreté de doctrine et large compréhension. Au passage de la Beauté, une fusée d'enthousiasme ; et quelles pittoresques étincelles d'ironie en présence de la laideur, de la médiocrité et de la suffisance ! Puis, venant du tréfonds même de cette âme de prêtre-artiste, la grande leçon de la foi dans l'art, corollaire de la foi en Dieu, et de la nécessité de vivifier per-

pétuellement cette foi par l'enthousiasme et de la défendre contre les « baladins ». Certains de ses « baladins » ont éprouvé, à leurs dépens, que si la plume de Hoornaert savait être éloquente, savante et imagée, elle était munie par ailleurs, vis-à-vis des réputations en baudruche, d'une piquante faculté de dégonflement.

Ce bon combat pour l'idée, mené — en marge d'une vie sacerdotale du plus haut mérite — depuis l'adolescence avait conservé à Hector Hoornaert une attachante jeunesse de sentiments et d'esprit. Il a travaillé, dans la joie, jusqu'à son dernier jour.

Transporté à l'Hôpital Saint-Jean à Bruges, en vue d'une opération chirurgicale, Hector Hoornaert s'est endormi dans le proche voisinage des chefs-d'œuvre de Memlinc. Et les anges du vieux maître flamand auront escorté vers le trône de Beauté cette âme si magnifiquement réceptive à tous les grands souffles de l'idéal catholique.

FIRMIN VAN DEN BOSCH.

Procureur Général  
près les Juridictions Mixtes d'Égypte.

## Les idées et les faits

### Chronique des Idées

#### Les deux derniers volumes d'Anatole France

« Lisez donc, me dit un ami que je ne rencontre pas sans causer de littérature, le dernier volume d'Anatole France, *La Vie en fleur* ; vous verrez qu'il n'y a vraiment rien là de bien grave contre la foi ni contre la morale. Et que d'esprit, quel aimable sourire promené sur la vie ! Et comme toutes choses sont acceptées comme elles sont, sans haine ni fanatisme, avec une agréable et coulante bonhomie ! Sagesse païenne, sans doute, où il y a de l'Epicure et de l'Horace, mais sagesse tout de même. »

Je vous avoue que je restais sceptique ; toute l'œuvre antérieure d'Anatole France me faisait difficilement admettre un nouveau livre qui ne fût pas une nuisance. Mais ne voulant pas faire de critique *a priori*, je fis mieux que suivre le conseil de mon ami, et, au lieu d'un, je lus à la file les deux derniers volumes de cet auteur dont le nom vient d'être mis au pilori de l'Index : *Le Petit Pierre* et *La Vie en fleur*.

De fait, me disais-je, au début du premier volume, quel plaisir délicat et quelle jouissance intellectuelle de suivre la conversation fine, légère, abandonnée d'un vieillard, qui raconte ses souvenirs d'enfance, en y mêlant ses réflexions piquantes, ses observations pittoresques et — il le reconnaît lui-même, car il ne tient pas plus que cela à l'exactitude — ses inventions drôles et ses mensonges aimables ! Évidemment, il y a de temps en temps une idée choquante, une image audacieuse, une pointe contre la religion ou la morale ; mais ce sont de petits coups de stylet à fleur de peau, sans conséquence ; l'auteur est trop souriant, trop détaché pour vouloir tuer personne, et il manie sa dague effilée, où brillent l'or et les gemmes, avec tant de doigté et de grâce légère qu'on tolère ses agaceries pour n'admirer que l'élégance de son geste.

Mais, vous savez, la badinerie ne peut jamais durer longtemps. Elle lasse vite ou elle dépasse facilement les bornes, et alors, aisément, elle dégénère en dispute.

Et, à mesure que je tournais les pages, je sentais la fatigue de cette perpétuelle ironie. Quoi ! Toujours ce sourire, toujours ce scepticisme railleur, toujours cette négation de tout idéal ! Jamais une pensée grave, jamais rien dans la vie qui vaille d'être pris au sérieux, jamais cet amour de la vérité qui, même chez les plus dangereux idéalistes, plaît du moins par sa sincérité !

Et ce qu'on supportait pendant les premiers chapitres devient

ennuyeux à la longue, et tout le volume est ainsi, et le suivant également, et ceux qui précèdent l'étaient déjà. Quel amoncellement de livres pour quel néant d'idées ! Avoir tant d'esprit et si peu de raison ! Passer sa vie à écrire rien que pour jouer, pour jongler avec les idées, pour rire des sentiments profonds, pour jeter le discrédit sur tout ce qui fait battre le cœur de ceux qui travaillent au bien, qui aiment, qui luttent, qui souffrent pour leur idéal !

*Quoi ! ne point aimer ! Suivre une morne carrière  
Sans un songe en avant, sans un deuil en arrière ;  
Quoi ! Marcher devant soi sans savoir où l'on va !  
Rire de Jupiter sans croire à Jéhova !  
Regarder sans respect l'astre, la fleur, la femme !  
Toujours vouloir le corps, ne jamais chercher l'âme !  
Pour de vains résultats faire de vains efforts !  
N'attendre rien d'en haut ! Ciel ! Oublier les morts !...*

A la dernière page de la *Vie en fleur*, Anatole France se demande s'il est resté fidèle à la vérité, à cette vérité qu'il « aime passionnément » (*sic*). Il parle de ces récits qu'il vient de terminer, mais combien opportunément se poserait-il la question pour l'ensemble de son œuvre ! Et il répond : « Après mûre réflexion, je n'en jurerais pas. Il n'y a pas beaucoup d'art dans ces récits ; mais peut-être s'en est-il glissé quelque peu ; et qui dit art dit arrangement, dissimulation, mensonge ».

Voilà une étrange théorie d'art, et qui jette du jour sur la carrière littéraire d'un artiste de la plume.

Mais allons plus outre. Ce qui suit est le testament philosophique de notre auteur : « C'est une question de savoir si le langage humain se prête parfaitement à l'expression de la vérité ; il est sorti du cri des animaux et il en garde les caractères ; il exprime les sentiments, les passions, les besoins, la joie et la douceur, la haine et l'amour. Il n'est pas fait pour dire la vérité. Elle n'est pas dans l'âme des bêtes sauvages ; elle n'est point dans la nôtre, et les métaphysiciens qui en ont traité sont des lunatiques ».

Voilà l'aboutissement de soixante années de réflexion ! Il est vrai que jamais, au cours de cette longue carrière, la vérité n'a été aimée pour elle-même. Et déjà, il y a près de trente ans, l'auteur du *Jardin d'Epicure* écrivait ce résumé de toute sa philosophie : « Aussi bien est-ce faire un abus vraiment inique de l'intelligence que de l'employer à chercher la vérité ».

C'est donc une ironie de plus qui fait dire à Anatole France aujourd'hui qu'il aime passionnément la vérité. Non, il ne l'a pas aimée,

il l'a poursuivie de sa haine ; il a dit que la vérité était le mal. « Le mal est de connaître et de vouloir », telle est la conclusion formulée de l'un des contes du *Puits de Sainte-Claire* et c'est la conclusion implicite de tous ses livres.

Aussi, le mystère de la vie ne le préoccupe pas ; il le tranche, comme tous les problèmes, par une strophe bachique, où il demande au « vieux Silène », au « divin ivrogne » de lui faire « oublier ses sombres rêveries » (p. 264). Il a d'ailleurs dit plus haut, dans la même *Vie en fleur* : « J'ai toujours cru que la seule chose raisonnable est de chercher le plaisir » (p. 239).

Sans doute, pour reprendre le mot de mon ami, « il n'y a là rien de bien grave contre la foi ni contre la morale ». — Non, vraiment, lui répondrai-je, il n'y a que le renversement de toute foi et de toute morale. Telle page prêche le néant de toute religion ; telle autre ronge insidieusement le sentiment de patriotisme ; telle autre affirme que l'intelligence de l'homme n'est pas d'une autre nature que celle des bêtes. A part cela, le livre est anodin, j'en conviens. D'autant plus que l'erreur est si agréablement mêlée à l'esprit que la masse des lecteurs avalera le poison sans s'en douter, ce qui, évidemment, lui enlève toute nocivité.

Ah ! vraiment, si les braves gens raisonnent ainsi, que faut-il pour dessiller leurs yeux ?

Chanoine PAUL HALFLANTS.

### Einstein et le sens commun

Dans un monde sans boussole comme le nôtre, où les esprits errent à l'abandon, toute découverte scientifique risque fort d'être mal interprétée par la masse des intelligences que ne nourrit plus la forte philosophie traditionnelle :

Quand un inventeur de génie dote le patrimoine humain de richesses nouvelles, s'il est catholique, c'est-à-dire, s'il possède cette synthèse intellectuelle seule capable de mettre chaque chose à sa place, il prendra soin de montrer que sa découverte peut bouleverser nombre de connaissances scientifiques et de théories en vogue, mais qu'elle laisse intact l'édifice métaphysique édifié sur les données premières du sens commun et ne sape en rien la science théologique. Au moins, s'il s'en remet à d'autres pour ce travail, exposera-t-il le résultat de ses travaux de manière à ne porter aucune atteinte aux certitudes philosophiques et religieuses. Mais que l'inventeur soit étranger, pour ne pas dire hostile à nos croyances, qu'il n'ait même pas cette philosophie du sens commun — et combien peu de savants l'ont à l'heure actuelle ! — il nous fera part de sa découverte sans se soucier le moins du monde, sans se douter même le plus souvent du danger qu'il y a à... faire de la philosophie sans le savoir !

Einstein, physicien génial au dire de ses pairs — et nous le croyons volontiers — précisément parce qu'il lui manque cette synthèse philosophico-théologique qui donne à ses découvertes leur vrai sens et leur assigne de justes limites, s'égare, en métaphysique, de déplorable façon.

Parfaitement légitime lorsqu'il s'en tient à ses postulats, à ses symboles, à ses signes, l'einsteinisme est radicalement faux quand, par un illogisme flagrant, il prétend ériger sa physique en métaphysique, son système de mesures en système de choses.

Dans un remarquable article publié par la *Revue Universelle* du 15 août, Jacques Maritain montre clairement comment la conception de la simultanéité selon Einstein, pour licite qu'elle soit, si l'on s'en tient à la science physico-mathématique, est absurde quand on veut lui donner, comme le font les relativistes, une portée réelle, métaphysique, en faire une loi des choses.

Le danger de l'einsteinisme à ce point de vue peut difficilement être exagéré.

Le monde moderne a tellement exalté l'homme, que tout le monde se croit appelé à tout comprendre et à tout juger. Les livres d'Einstein, comme les ouvrages de ceux qui « introduisent », expliquent ou commentent ses découvertes, s'enlèvent par dizaines de milliers. Or, je me suis laissé dire que pour comprendre il fallait être très ferré en mathématiques supérieures. D'autre part, pour être à même de dénoncer, dans l'einsteinisme, l'illogisme qui fait passer le savant physicien de l'ordre logique à l'ordre métaphysique, il faut être non seulement philosophe — les Kantiens aussi le sont ! — mais bon philosophe, c'est-à-dire avoir conservé son bon sens ! A ce compte-là, je vous le demande, parmi les milliers de lecteurs d'Einstein, et d'articles sur Einstein parus dans toutes les revues du monde, combien s'en trouve-t-il capables de comprendre, capables de critiquer, capables de faire le départ entre le vrai et le faux ?

Ce qui reste chez la plupart, c'est que plus rien n'est sûr, qu'une chose vraie pour l'un est fautive pour un autre, que tout est relatif et que rien n'est absolu, que le sens commun ne mérite guère confiance, et on finit par trouver dans l'einsteinisme une preuve nouvelle... contre l'existence de Dieu !!

Pauvre cervelle humaine ! Sans boussole et sans phare, elle n'est vraiment qu'un frêle esquif battu par les flots qui s'en va à la dérive pour finir par se briser contre le premier écueil venu...

Ces quelques considérations n'ont d'autre but que de vous présenter la conclusion de l'article de Maritain. Elle me paraît remarquable.

« Encore un coup, ces manières de dire sont parfaitement légitimes comme symboles scientifiques ; mais elles sont purement absurdes lorsqu'on les érige en expressions philosophiques du réel, et qu'on prétend à ce titre les substituer aux « habitudes déformantes héritées des Grecs », entendez aux données premières du sens commun. En ce cas, elles ne représentent plus qu'un symptôme assez effrayant de l'anarchisme intellectuel dans lequel, sous l'action des résidus honteux du kantisme, et faute de solide soutien philosophique, la science moderne risque de chavirer.

C'est une chose redoutable pour une civilisation d'avoir des savants privés de bon sens. Et que dire des vulgarisateurs de la science ! L'intelligence commune pourra-t-elle mieux que tant de savants distinguer la science proprement dite d'avec la pseudo-philosophie qui la parasite, saura-t-elle comprendre qu'une théorie et des formules peuvent *coller* avec les faits sans pour cela nous livrer le réel physique en lui-même ? En tout cas, l'einsteinisme philosophique, dont on l'empoisonne systématiquement, est pour elle un agent de désorganisation d'une puissance extrême. Si la nouvelle conception du monde », a par accident, — en écrabouillant un grand nombre de ces dogmes qu'on regardait comme intangibles depuis Newton et depuis les fondateurs de la mécanique classique, — l'avantage de montrer de façon palpable la précarité de ce que le public regarde comme « la Science », par contre elle tend de soi à ce résultat, d'habituer les gens à accepter l'absurde et à perdre toute confiance dans le sens commun, — c'est-à-dire, en définitive, dans l'intelligence et dans notre nature elle-même ; et l'on ne peut imaginer pire dégât. C'est la généralisation, sur une grande échelle, de l'opération tentée par Kant et ses successeurs sur les principes suprêmes de la raison, et avant tout sur le principe de la causalité : amener l'homme à douter de l'évidence rationnelle, d'abord en ce qui concerne l'Être divin, la Réalité par excellence, ensuite en ce qui concerne toute réalité, et le monde même de la science positive. Selon le mot de M. Langevin, c'est une *amputation*, non pas de préjugés hérités du langage ou des Grecs (qui ont bon dos), mais une amputation de la faculté intellectuelle elle-même.

Il y a quelques années, on s'amusa à répéter : *Défends ta peau contre ton médecin*. Le monde moderne est contraint de se dire à lui-même, et c'est moins drôle : *Défends ta raison contre les savants*. La science, même la plus mélangée d'hypothétique et de probable, même la moins élevée en intellectualité, la science est chose bonne en elle-même, et qui détient une étincelle divine. On a vu toutefois ce qu'elle peut produire, lorsqu'elle est employée par l'homme déchu, en fait de ruines matérielles et de destructions sanglantes. Les désastres qu'en usant d'elle les apprentis sorciers peuvent provoquer dans l'ordre de l'esprit, pour être invisibles, ne sont pas moins formidables.

A ce mal il n'est qu'un remède : la vertu immunisante de la véritable métaphysique.

Il n'est pas possible de descendre dans le détail du monde matériel sans mêler à la science une part très considérable de probable et de simple opinion. Mais il n'est certes pas impossible, en droit du moins, à condition d'inventer précisément les hypothèses convenables, — et à condition de tout reprendre héroïquement depuis les origines, — d'assimiler à une saine philosophie de la nature l'immense matériel de vérités partielles accumulées par la Physique moderne, depuis Galilée jusqu'à Einstein, et de mettre ainsi notre Connaissance du monde sensible en continuité avec la Métaphysique. Pour que cette possibilité devienne un fait, il ne faut qu'un homme de génie, à l'esprit aussi vaste que Leibniz, mais plus honnête, et qui soit aussi doué pour l'abstraction que pour l'imagination, aussi intègre dans les disciplines de l'intelligence et instruit de la tradition philosophique qu'informé des découvertes modernes et de l'histoire des sciences...

Plaira-t-il à Dieu, qui a laissé ce bas monde à nos disputes, et à qui nos théories physiques semblent importer peu, de susciter un jour un tel penseur ? En tout cas, et dès à présent, ce que la Philosophie première et une sage Critique de la connaissance nous permettent de

faire, et cela suffit, c'est de distinguer convenablement la réalité physique elle-même des êtres de raison que la Physique se construit pour ses besoins et de nous rendre ainsi capables de regarder avec une pleine admiration Einstein pur physicien, et avec une entière aversion Einstein pseudo-métaphysicien. »

V.

### La mission sociale de l'Etat

(ARCHIVES DU MANUEL SOCIAL) (1)

Nous avons indiqué dans le numéro du 24 mai 1922, de la *Revue Catholique*, le programme des études qui paraîtront par fascicules, tous les deux mois, sous le titre : *Archives du Manuel social*, et nous avons en même temps présenté aux lecteurs de la *Revue* la première brochure. Due à la plume de R. P. Vermeersch, elle traitait des *Principes de morale sociale*. Le R. P. Muller a assumé avec le R. P. Vermeersch, la direction de cette nouvelle publication ; il était tout désigné pour nous donner la deuxième étude. Le sujet abordé, s'il est de tous les temps, revêt une actualité toute spéciale à notre époque après les expériences étatiques auxquelles la guerre et l'après-guerre ont donné lieu dans la plupart des pays, au milieu des débats que les doctrines socialistes, de nuances diverses, soulèvent quotidiennement. *La mission sociale de l'Etat* : tel est donc le thème développé par l'auteur, et cette étude n'est que la première d'une série où le problème social sera envisagé dans ses rapports avec l'Etat.

Le R. P. Muller a divisé sa brochure en deux parties.

La première rappelle brièvement la mission de l'Etat en général, ses fonctions essentielles telles que la philosophie thomiste les définit, puis les responsabilités de l'Etat dans la solution de la question sociale, sa triple action répressive, préventive, constructive ; c'était l'occasion pour le R. P. Muller de rencontrer la tendance libérale et la tendance socialiste entre lesquelles prend place, — doctrine du juste milieu, — la tendance traditionnelle incarnée par l'école sociale catholique.

Cette première partie se termine par un chapitre consacré à la *démocratie chrétienne* ; les discussions fréquentes, trop acerbes souvent, suscitées entre catholiques par l'emploi de cette dénomination, montrent avec évidence l'opportunité de ces pages ; s'appuyant tout spécialement sur les enseignements de Léon XIII, l'auteur prouve que vidées de signification politique, combinées avec la notion du respect de l'autorité légitime, avec les principes de justice distributive et de charité, ni l'idée ni l'expression de démocratie chrétienne ne suscitent les soupçons et les défiances.

La seconde partie est de loin la plus considérable et la plus originale ; c'est dans cette centaine de pages que la personnalité scientifique du R. P. Muller nous paraît s'accuser le plus fortement.

Ce n'était pas une entreprise facile à réaliser que de condenser en cent pages l'évolution de la législation sociale de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours en Angleterre, Allemagne, France et Belgique. Cette entreprise, le professeur d'Economie politique de l'Institut St-Ignace l'a heureusement menée à terme. Très au courant de la littérature relative à ce sujet, il a réussi à dominer la matière multiple qui se présentait à lui et à nous donner des vues synthétiques.

L'évolution du mouvement en Angleterre apparaît divisée en trois périodes : fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1832 ; 1832 à 1867 ; 1867 à nos jours. Pendant la première période nous voyons les masses se détourner de l'optimisme des Tories et sympathiser au programme réformateur des Wighs imprégné de Benthamisme. La seconde période est remplie par le mouvement manufacturier et la réalisation du programme libéral. La troisième est l'ère de l'interventionnisme.

L'histoire de l'Allemagne, considérée sous l'angle spécial qui est celui de l'économiste, comprend d'abord la phase antérieure à 1871 (tandis que les philosophies étatiques les dominent dans les milieux scientifiques, le libéralisme industriel et le mouvement ouvrier grandissent) ; puis vient le régime bismarckien (vis-à-vis de l'école libérale se dressent les pontifes du socialisme et les chefs des écoles interventionnistes ; Bismarck forge les assurances ouvrières de cette main de fer qui a fait l'unité de l'Empire ; la politique sociale de Guillaume II s'annonce) ; de 1890 à 1918 la législation ouvrière et l'organisation ouvrière se poursuivent parallèlement ; enfin s'ouvre la période, agitée jusqu'au chaos, de l'après-guerre.

En France, après l'œuvre destructrice des assemblées révolution-

naires et le travail de reconstruction du premier Empire, la Restauration et la Monarchie de Juillet apparaissent comme une période de tâtonnements, d'essais timides dans le sens du libre-échange et de la législation protectrice des ouvriers, ère d'enrichissement bourgeois qui donne au régime une apparence de prospérité derrière laquelle gronde la menace du socialisme. L'explosion de 1848 ouvre toute grande la voie aux réformes hardies dont plusieurs furent malheureuses. Le second Empire inaugure une politique de libéralisme économique et de bienveillance envers les associations ouvrières surveillées par le gouvernement. A la troisième République il était réservé de donner à la législation ouvrière un développement considérable dans tous les domaines.

La Belgique, où le problème social avait été posé dès 1840-1850 par des penseurs et des hommes d'action, voit sa législation ouvrière s'ébaucher, puis s'amplifier rapidement après les grandes grèves de 1886. L'auteur résume rapidement l'œuvre accomplie par le législateur belge de 1887 à 1914, et termine en jetant un coup d'œil sur la situation d'après-guerre.

Telle est, dans ses grandes lignes, la trame qui soutient l'intéressante étude du R. P. Muller. Elle constitue une contribution de haute valeur à la littérature belge en matière de science sociale.

GEORGES LEGRAND.



## ALLEMAGNE

Le mouvement syndical chez les fonctionnaires et agents de l'Etat. — Neutres et socialistes.

Le mouvement syndical, si puissant déjà avant la guerre et qui l'est devenu bien plus encore depuis la République, a gagné rapidement, après l'armistice, le monde des fonctionnaires et employés de l'Etat. La plus grande partie de ceux-ci se sont groupés en une fédération « neutre » : le *Deutsche beamtenbund* (D.B.B.).

Cela n'a plu ni au syndicalisme chrétien ni au syndicalisme socialiste. L'un et l'autre se sont attaqués à la Fédération neutre pour l'entraîner dans leur voie.

Du côté du syndicalisme chrétien on a agi ouvertement et loyalement : on a créé une fédération de fonctionnaires et agents de l'Etat destinée à faire concurrence à la Fédération neutre ; c'est le *Gesamtverband deutscher Beamten- und Staatsangestelltengewerkschaften*.

De l'autre côté, on a agi avec ruse. On s'est ménagé des complaisances dans la place. On a profité de diverses circonstances politiques pour amener en douceur des chefs de la Fédération neutre à orienter celle-ci dans le sens de l'action socialiste.

C'est ainsi que lors du mouvement que les syndicats socialistes ont entrepris pour répondre au coup d'Etat raté de Kapp, ils ont réussi à entraîner à leur suite une partie du Comité directeur des « neutres », qui a soutenu la grève générale.

Mais en dehors de Berlin, des grandes villes et des centres industriels, les membres de la Fédération ont mal marché ; beaucoup ont même vivement regimbé.

A l'assemblée générale qui a suivi, il s'est produit un soulèvement contre le Comité ; le président, Lange, a dû donner sa démission et le Comité promettre qu'il ne recommencerait plus, qu'il veillerait dorénavant avec rigueur à garder son caractère strictement professionnel à la Fédération et à la tenir à l'écart de toute action de parti. Mais, en même temps, l'un des chefs qui avaient manigancé la participation à la grève générale, Falkenberg, était chargé de la rédaction du bulletin de la fédération, et celui-ci publia dès lors chaque semaine des articles sympathiques au syndicalisme d'esprit socialiste.

Dans le bulletin d'un des grands groupements de la Fédération, celui des fonctionnaires du Chemin de fer, c'était pis encore : il y paraissait des articles où l'on célébrait le marxisme comme une doctrine pleine de fécondité pour l'humanité et on le mettait bien au-dessus du christianisme, qui était sans utilité, disait-on, pour la lutte économique. Des membres en vue de la Fédération qui se proclamaient catholiques, ne surent pas résister eux-mêmes à certaines influences et suggestions d'esprit socialiste, et la direction en vint à engager des pourparlers avec les syndicats socialistes pour la conclusion d'un cartel. Cette fois encore, elle fut désavouée par la majorité des membres de la Fédération ; les groupes de l'ouest de l'Allemagne furent à la tête de l'opposition qui triompha.

Les socialistes cependant ne se découragèrent pas. On croyait qu'ils allaient adopter un procédé franc et tenter, à l'exemple des syndicats chrétiens, d'opposer carrément à la Fédération neutre une

(1) *La Mission sociale de l'Etat*, par A. MULLER, S. J., Docteur en Sciences politiques et sociales, professeur d'Economie politique à l'Institut St-Ignace. (Second fascicule des *Archives du Manuel social*, Bruxelles, Dewit ; Louvain, Uystpruyt).

fédération de leur bord. Ils n'en firent rien. Ils créèrent, au commencement de 1922, une « Centrale syndicale des fonctionnaires », instrument de propagande pour « développer l'idée syndicale parmi les fonctionnaires ». Mais la tactique de cette « centrale » ne fut pas de provoquer des exodes parmi les membres de la Fédération ; ce fut d'y multiplier des « cellules créatrices », comme disent les Allemands, au profit du syndicalisme marxiste, c'est-à-dire, d'y faire du noyautage, selon la locution française.

L'entreprise se trouvait favorisée, au sein de la section la plus considérable de la Fédération, celle du railway, par le fait qu'en 1919, un nommé Menne était parvenu, dans une assemblée générale, à Erfurt, à faire écarter à son profit de la présidence le député Schuldt, l'un des fondateurs du groupement. Ce Menne est un type de démagogue : il se targue d'être catholique, adhérent du parti du Centre ; on l'a même entendu se poser en victime de son opinion catholique dans son protestant pays de Thuringe ; en même temps il fait, à l'occasion, de la politique « ouvrière » avec les socialistes indépendants et les communistes. Il a, en février dernier, lors de la dernière grève des chemins de fer, œuvre des extrémistes, désavouée, combattue par les socialistes, poussé les fonctionnaires à y participer.

Aussi fut-il vivement pris à partie, au troisième Congrès de la Fédération neutre des fonctionnaires et agents de l'Etat, qui eut lieu au mois d'avril à Berlin. Dans ce congrès, on discuta de nouveau la question du recours éventuel à la grève. La Fédération avait toujours déclaré qu'elle repoussait l'arme de la grève comme moyen de lutte économique pour les fonctionnaires et employés de l'Etat ; il se trouva encore cette fois une majorité pour maintenir, contre Menne, ce principe. Mais Menne resta avec ses partisans dans la Fédération, pour y jouer, dit-il, un rôle d'« observateur ».

Deux mois plus tard, il amenait ses fidèles de l'Union des fonctionnaires et agents des Chemins de fer, sans avoir consulté les divers groupes de cette union, au Congrès de la Fédération des « Syndicats libres », c'est-à-dire socialistes, à Leipzig, et il y faisait de cette « union » le principal élément d'une nouvelle fédération générale des fonctionnaires et employés de l'Etat enfin fondée sous le patronage des syndicats socialistes. La Fédération neutre était déclarée déchuë : on lui reprochait une prétendue impuissance prouvée par les faits à défendre efficacement les intérêts qu'elle ambitionnait de représenter.

Au total, 62 fonctionnaires, qui déclaraient représenter 13 groupements, adhérèrent à la nouvelle fédération, qui prit le nom de *Allgemein deutsche Beamtenbund* (A. D. B.).

Mais le ralliement à la nouvelle fédération rencontre beaucoup de résistances. Le Comité central de l'Union des fonctionnaires des Postes et Télégraphes a, dans une réunion tenue le 26 juillet, refusé d'adhérer à l'A. D. B. ; cependant la section de Berlin y a adhéré pour son compte personnel, et d'autres sections sont hésitantes. Même dans la Fédération du Chemin de fer, beaucoup de membres, refusant de suivre Falkenberg et Menne, déclarent qu'ils se sépareront de la Fédération plutôt que d'admettre l'affiliation au syndicalisme socialiste. En Rhénanie et dans les autres régions catholiques de l'Ouest, les opposants à la nouvelle orientation sont nombreux. La fédération des syndicats chrétiens de fonctionnaires fera parmi eux des recrues.

Actuellement, c'est, on le voit, l'éparpillement, donc l'affaiblissement de la force syndicale parmi les fonctionnaires et employés. Tel est le résultat le plus clair de l'entreprise d'accaparement tentée par le syndicalisme socialiste à l'égard de la Fédération neutre qui groupait en un puissant faisceau les fonctionnaires et les employés du « Reich ».

Toute cette histoire est un peu longue peut-être ; mais elle plaira à ceux qui prétendent que la neutralité est impossible en matière de syndicalisme comme en tant d'autres et qu'elle y finit toujours par servir d'attrape-nigaud au profit du socialisme. L. G.



## ANGLETERRE

### La situation européenne

De Raymond Radclyffe, dans le *New Witness* du 1 septembre, cet exposé original de la situation européenne :

Le dernier événement de la débâcle européenne est une proposition, émanant sans doute de Sir John Bradbury, qui conseille aux Allemands de remettre leurs affaires entre les mains de M. Vanderlip, et aux Alliés de s'en rapporter à ce que décidera ce Monsieur. C'est lui qui dira ce que l'Allemagne doit faire, et elle n'aura qu'à s'exécuter. Je ne crois pas que pareil projet a la moindre chance de réussite.

M. Vanderlip est Américain et banquier renommé. Mais il n'est que cela et je suis persuadé qu'un financier américain est le dernier homme à s'occuper des complications européennes.

Le projet Vanderlip d'une banque où l'Amérique déposerait l'or et qui émettrait des « bons », était ridicule et montrait que M. Vanderlip ignorait la vraie raison de l'écroulement du crédit européen. Toutefois, il avait vu cet écroulement, et comme bien des gens ne voient même pas cela, il faut le féliciter d'avoir fait montre de plus de perspicacité que la généralité des banquiers. Mais il n'a pas vu que le crédit s'effondre parce qu'on en a trop accordé, et que créer une nouvelle banque, ce serait créer plus de crédit encore, augmenter les difficultés et précipiter la déroute.

Il paraîtrait que M. Vanderlip, chargé des finances allemandes, émettrait sans tarder un nouvel emprunt. Voilà qui rendrait la situation allemande pire encore qu'elle n'est ! Il est très difficile de faire comprendre à un banquier qu'il n'y a qu'une légère différence entre la monnaie de papier et des obligations en papier. La France a suivi le système de limiter la production de billets de mille francs mais d'activer la machine qui imprime des Bons de Trésor. L'Allemagne a fait le contraire. Elle a imprimé des marks jour et nuit et n'a émis des Bons du Trésor et des obligations que contrainte et forcée.

Ce faisant, elle a évité de devoir payer des intérêts, mais aux dépens de l'ordre social. Pour elle il n'est d'issue que dans une guerre nouvelle ou une révolution. Il est aujourd'hui indifférent que le mark soit à 6.000 ou à 12.000 (marks dans une livre sterling). Le seul fait que le cours du mark a varié entre ces limites-là pendant la semaine écoulée, prouve qu'il n'y a plus de base sérieuse.

Le mark peut monter demain à 20.000 ou tomber à 2.000, cours auquel certains banquiers voudraient stabiliser le mark en cas d'octroi d'un moratorium. Mais aucun moratorium n'est à même de débarasser l'Allemagne de ses engagements financiers ni d'arrêter la faillite allemande. L'Allemagne était insolvable avant la guerre, elle l'est aujourd'hui.

Il est très amusant de lire dans le *Daily Mail* l'avertissement déconseillant aux lecteurs d'acheter des marks. Il n'y a que quelques semaines, feu Lord Northcliff excursionnait en Allemagne et déclarait que la prospérité du pays était sans exemple. Voilà qui était engager résolument à l'achat de marks ; et en effet, depuis l'armistice, la politique du *Daily Mail* fut de déclarer que l'Allemagne est très riche et pourra payer tout ce que la France exigera. Résultat : un tas d'irréfléchis ont cru que la chute du mark était factice et qu'en achetant rondement, on ferait vite fortune. Ils ne se rendaient pas compte qu'ils échangeaient de bonnes guinées anglaises contre un papier sans valeur. Le mark ne vaut absolument plus rien et sera balayé aussi sûrement que les roubles, les couronnes et les anciens assignats français. Lord Rothermere (le frère de Lord Northcliff) s'y entend en finances et je m'étonne qu'il n'ait jamais dit à son frère que le *Times* et le *Daily Mail* trompaient grossièrement le public, et étaient responsables des pertes énormes faites à ce jeu du mark.

La situation continentale est telle que je ne vois d'issue possible que dans une nouvelle guerre. L'Autriche, ou ce qui en reste, attend d'être avalée par la Tchéco-Slavie, la Hongrie ou l'Italie. Qu'arrivera-t-il de la Yougo-Slavie ? Le paysan bulgare se réveillera-t-il pour attaquer la Roumanie ? Une demi-douzaine de conflits peuvent se produire en Europe orientale et chacun peut amener la guerre. Il est inutile de dire que ces nations ne peuvent faire la guerre sans argent.

On a prêté quinze millions de dollars à la Yougo-Slavie, ce qui représente à peu près la valeur du pays tout entier. La Tchéco-Slovaquie consacre le septième de ses revenus à s'armer. On lui a prêté récemment dix millions de livres sterling (six millions sont venus des Etats-Unis, un demi-million de Hollande, et près de trois millions d'Angleterre). Sa dette intérieure est de trente-cinq milliards de couronnes plus une dette de réparations (Traité de Saint-Germain) estimée à treize milliards.

La Hongrie dépense cinq milliards de couronnes pour son armée, sa dette publique est de soixante milliards, sa circulation fiduciaire de douze milliards. La Yougo-Slavie dépense le quart de son budget pour l'armée. Sa dette (sans le nouvel emprunt) atteint quatre milliards. Elle doit à l'Angleterre trente-trois millions de livres, et aux Etats-Unis trois millions de livres. La Bulgarie consacre le cinquième de son budget à l'armée. Sa dette nationale est de soixante-six milliards de levass et elle ne fait que pour quatre milliards de commerce. Aucun de ces pays n'est financièrement sain, mais leur situation est tellement mauvaise que tous croient qu'une guerre ne peut leur faire aucun tort, mais, au contraire, leur apporter peut-être quelque avantage.



# Banque Belgo-Luxembourgeoise, S<sup>té</sup> A.

SIÈGE SOCIAL : 22, rue d'Arlon, à BRUXELLES

Succursale : LUXEMBOURG

AGENCES

ESCH s/ALZETTE  
ETTELBRUCK  
GREVENMACHER

GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG

PROCHAINEMENT le siège social sera transféré : 3, BOULEVARD ANSPACH

**CAPITAL : 10.000.000 DE FRANCS**

TÉLÉPHONES : 30326 et 30327 33943-33944 Service Changes  
Adresse télégraphique : Belluxbank — Code ABC, 5<sup>me</sup> édition — Compte chèques postaux N° 3100

Traite toutes les opérations de banque, bourse et change.

Escompte et recouvrements — Ouverture de crédits — Ordre de bourse. — Paiement de tous coupons — Dépôts et prêts sur titres  
— Achat et vente de monnaies étrangères. — Emission et encaissement de chèques sur tous Pays —

**DÉPÔTS DE FOND**

Comptes-chèques, 3 p. c. — de quinzaine, 4 p. c. — à préavis de 15 jours, 4 p. c. — à échéance fixe à 3 mois, 4 1/4 p. c. — à 6 mois, 4 1/2 p. c. — à 1 an, 5 p. c.

LOCATION DE COFFRES-FORTS — Renseignements financiers, industriels et commerciaux



C'EST LA NUTRITION ASSURÉE  
EN LE BUVANT RÉGULIÈREMENT

BOVRIL, Bruxelles, Téléph. 103.49 Toutes épiceries

## Maison du Lynx

rue de la Bourse, 34 BRUXELLES



Lunetterie — Optique — Jumelles  
Baromètres — Faces à main  
Articles de Luxe et ordinaires

Exécution soignée des ordonnances  
de Messieurs les Médecins-Oculistes

# « ODEOLA »



EST UN ENSEMBLE  
MERVEILLEUX QUI  
RÉUNIT LES QUALITÉS  
LES PLUS PRÉCIEUSES  
AUXQUELLES ON AIT  
PU ATTEINDRE EN  
FAIT D'APPAREILS  
PNEUMATIQUES.  
IL EST INCOMPARA-  
BLE PAR SA CON-  
STRUCTION ET PAR  
SON RENDEMENT AR-  
TISTIQUE.

TÉL. : B. 8586

Magasins de Vente : 6, rue Thérésienne, 6, Bruxelles

## Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

Longue rue Neuve, 107-109, Anvers

SUCCURSALE :

Rue Théophile Roucourt, 2, Berchem-lez-Anvers

PRINCIPALES OPÉRATIONS

## Action catholique

79, Chaussée de Haecht, 79, Bruxelles

Se recommande spécialement pour l'édition de tout ouvrage  
Religieux, Philosophique, Scientifique, etc.

**VERMOUTH**  
**Jacobino**  
de beste  
**JACQUES NEEFS · ANTWERPEN**

## CRÉDIT ANVERSOIS

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL : 60 MILLIONS  
RÉSERVES : 10 MILLIONS

SIÈGES :

ANVERS : 42, Courte rue de l'Hôpital

BRUXELLES : 30, Avenue des Arts

BUREAUX DE QUARTIERS A BRUXELLES :

Bureau A Boulevard du Midi, 22, Bruxelles. — Bureau B Chaussée de Gand, 67, Molenbeek. — Bureau C Parvis St Servais, 1, Schaerbeek. — Bureau D Avenue d'Auderghem, 148, Etterbeek. — Bureau E Rue du 22 Novembre, 43, Uccle. — Bureau H Rue Marie-Christine, 232, Laeken. — Bureau J Place Liedts, 26, Schaerbeek. — Bureau K Avenue de Tervueren, 8-10, Etterbeek. — Bureau L Avenue Paul De Jaer, 1, St-Gilles. — Bureau M Rue du Bailli, 80, Ixelles. — Bureau R Chaussée d'Ixelles, 8-10, Ixelles.

SUCCURSALES :

Bruxelles	Rue du Fossé aux Loups, 39
Charleroi	Rue Charles Dupret, 36
Gand	Place d'Armes, 23
Namur	Rue de Bruxelles, 43
Verviers	Rue Crapaurue, 175

130 AGENCES en Belgique

Agences à Luxembourg et Cologne

Toutes opérations de banque, de change et de bourse

## La société anonyme "BRABO FILMS,"

21, rue des Tanneurs, Anvers

Loue : 1) Tous genres de films-programmes complets ; 2) Des diapositives avec textes français ou flamands suivant demande.

Vend : 1) Des appareils de projections et de cinématographie ; 2) Des appareils cinématographiques spécialement destinés à l'enseignement, sans danger d'incendie, avec lampe à incandescence.

Installe : Des postes complets s'adaptant à tous les courants électriques.

Donne : 1) Des séances à domicile ; 2) Des renseignements sur toutes les questions intéressant les projections ou la cinématographie.

Possède : 1) 24.000 clichés pour projections fixes ; 2) Un grand choix de films de tous genres en exclusivité.

Téléphone — Anvers 6044

## CARRELAGES

J. SWARTENBROECKX

6, Avenue de la Porte de Hal, 6

BRUXELLES

## REVETEMENTS

Téléphone B 15911

NOS SÉRIES  
ESSENCE  
LOTION  
BRILLANTINE  
SAVON  
COSMETIQUE

SUZONNE-VICKY  
COTE D'AZUR  
NOUVEAU RÈGNE  
CYCLAMEN ROUGE  
ETC. ETC.

Eau de Cologne N° 350

Eau de Cologne aux Fleurs

Steik -- Savon de Toilette

A la Corbeille Royale PARFUMERIE

EM. LEMESRE

fondée en 1860

BRUXELLES  
80-82, rue Coenraets

PARIS  
4, Passage Violet

## LIBRAIRIE SAINT-LUC

MON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLLOT SUCC.

26, rue de la Montagne, 26, BRUXELLES

MISSALE ROMANUM — BREVIARIUM ROMANUM

LIVRES LITURGIQUES — ASCETISME

Grand choix de livres de prières et de chapelets

IMAGERIE RELIGIEUSE — CACHETS DE 1<sup>re</sup> COMMUNION

Typographie - Lithographie - Reliures

## Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000 Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

*Comptes de Chèques et de Quinzaine.*

*Dépôts de Titres et de Valeurs.*

*Lettres de Crédit.*

*Prêts sur Titres.*

*Coffres-Forts.*

BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.

GROS :  
rue des Bogards, 16  
BRUXELLES

# SAVON DALTON

Pour votre toilette



Typographie — Lithographie — Registres

Van Campenhout, Frères et Sœurs

## FRANÇOIS VAN NES

(Successeur)

Tél. Br. 2764 BRUXELLES 13, rue de la Colline

PAPETERIE ET MAROQUINERIE DE CHOIX

Menus - Cartes d'Invitation - Carnets de Bal

Lettres de faire part

CHAPELÈTS — LIVRES DE PRIÈRES

# L'ESCAUT

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES

CONTRE

## l'Incendie et

## les accidents

## de toute nature

FONDÉE A ANVERS EN 1821

AU CAPITAL DE 4,200,000 Francs

Agences dans tout le pays

SIÈGE SOCIAL A ANVERS

10, rue de la Bourse, 10

Directeur : N. DIERCXSSENS

## A la Grande Fabrique

## E. Esders

26, rue de la Vierge Noire, 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3008

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1920

### Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.  
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.  
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.

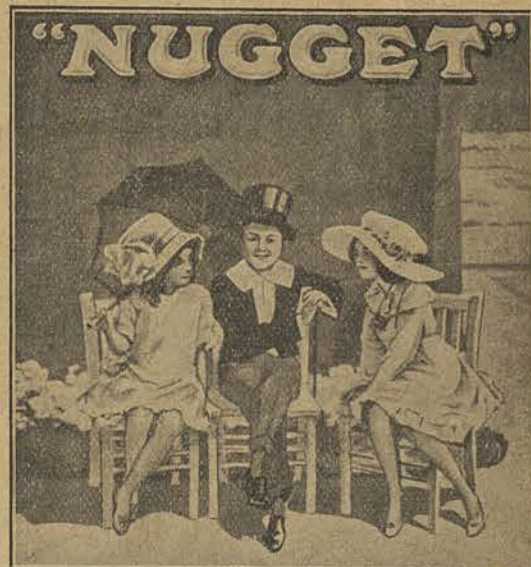
**CHOCOLAT****DU C ANVERS**

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques.

*C'est le symbole de la suprématie*

Demandez nos Catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche

**C<sup>ie</sup> française du Gramophone**  
BRUXELLES  
51 Avenue de la Porte de Hal  
65, rue de l'Ecuyer

**"NUGGET" „ pour Chaussures**

Etablissement Mauquoy &amp; Fils

Graveurs — Medailleurs — Photogreveurs — Timbreurs

**7, Marché St-Jacques, ANVERS**

MAISON FONDÉE EN 1875

Tél. 6242

**Laines du pays garanties**

à 8,25 le kilo

CHEZ

**VANDERBORGHT****46, rue de l'Ecuyer, 58**

:~:

**BRUXELLES**

VOUS TROUVEREZ A DES PRIX DEFIANT TOUTE CONCURRENCE :

Lits, Sommiers  
Matelas, Oreillers  
Laine, Crin  
Zostère

Crin végétal  
Couvertures  
Couvre-lits  
Edredons, etc.

Réfection des Literies